

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune rend visite au moudjahid et ancien ministre Ahmed Taleb Ibrahim et reçoit le président du parti Jil Jadid

P. 24

CONSTITUTION

Installation du comité d'experts chargé de l'élaboration de propositions pour la révision de la Constitution

P. 3

CRISE LIBYENNE : LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DIMANCHE À BERLIN

Le gouvernement allemand a annoncé hier la tenue dimanche prochain d'une conférence internationale sur la Libye sous l'égide de l'ONU pour soutenir "les efforts de réconciliation à l'intérieur de la Libye", pays en proie à un conflit depuis 2011. Cette rencontre, qui se déroulera à la chancellerie allemande, verra la participation de plusieurs pays dont l'Algérie, la Russie, la Turquie, les Etats-Unis, la Chine ou encore l'Italie et la France, selon la même source. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu lundi soir un appel téléphonique de la chancellerie allemande Angela Merkel qui l'a invité à prendre part à la conférence sur la Libye et le Président a accepté cette invitation, indique un communiqué de la Présidence de la République.

P. 24



ENERGIE :

Le PDG de Sonelgaz prône un partenariat méditerranéen fort pour investir en Afrique

P. 6

PÊCHE :

Poursuite de la tendance haussière de la production en 2018 (ONS)

P. 5

ARMÉE

Le Général-Major Saïd Chanegriha supervise à In Amenas un exercice démonstratif avec munitions réelles

P. 4

SANTÉ

**DIABÈTE :
Changer de mode de vie pour prévenir la maladie**

P.p 12-13

FOOTBALL

MERCATO D'HIVER :

La JS Kabylie, premier club à boucler son recrutement

P. 21



AUDIOVISUEL
Mohamed Louber installé dans ses fonctions de président de l'ARAV

P. 3

TECHNOLOGIE



Microsoft abandonne Windows 7

P. 8

TRANSPORT AÉRIEN

Interruption de l'exploitation de plusieurs aéroports à l'est du pays en raison des mauvaises conditions météorologiques (Air Algérie)

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, hier, une interruption du trafic aérien dans plusieurs aéroports de l'est du pays, en raison des mauvaises conditions météorologiques.

La compagnie a fait état, dans son communiqué, d'une interruption temporaire de l'exploitation

des aéroports de Sétif, Batna et Constantine, en raison des mauvaises conditions météorologiques et de l'absence de visibilité due au brouillard au niveau de ces aéroports. Ces aéroports reprendront du service après l'amélioration des conditions météorologiques, a précisé la compagnie.



COLLECTIVITÉS

Lancement des travaux de réalisation d'un parking de 4 étages à Kouba cette année



La commune de Kouba (Alger) verra, durant l'année en cours, le lancement des travaux de réalisation d'un parking de quatre (4) étages à proximité de la station de bus de Ben Omar, a-t-on appris lundi du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC).

M. Mokhtar Ladjaïlia a déclaré à l'APS que parmi les projets de développements qui seront lancés par la commune de Kouba «sur son propre budget», un parking de 4 étages à proximité de la station de bus de Ben Omar, qui connaît d'intenses déplacements des citoyens.

Une enveloppe de cinquante (50) milliards de centimes a été affectée à la réalisation de ce projet en cours d'étude, a-t-il ajouté, assurant que l'assiette foncière est «disponible» et que «la commune envisage de signer avec une entreprise publique pour la réalisation des travaux».

Dans le secteur de la jeunesse et des sports, M. Ladjaïlia a fait état de «l'inscription, dans le cadre du programme de développement de 2020, d'un projet de réalisation de deux salles de sports à Garidi et à Jolie Vue», ajoutant que les services compétents s'attellent à la finalisation des études en vue de préparer le cahier de charges.

Dès la réception des deux projets, les habitants de ces quartiers (Garidi et Jolie Vue) pourront exploiter les deux structures sportives, notamment au vu du manque enregistré par la commune en matière de projets relatifs à la jeunesse, au sports et au divertissement, a-t-il ajouté.

Le P/APC de Kouba a évoqué, par ailleurs, des projets de développements visant à améliorer les recettes communales, dont la réalisation d'un Centre commercial à Ben Omar dans un délai de 36 mois.

EDUCATION

Vérification des informations personnelles des candidats aux examens nationaux du 15 au 30 janvier



Le ministère de l'Education nationale a annoncé hier dans un communiqué, que l'opération de révision des informations pour la vérification de l'inscription et des informations personnelles des candidats aux examens nationaux (session 2020) s'étalera du 15 au 30 janvier.

La vérification des informations des candidats scolarisés sera effectuée par les directeurs des établissements via la plateforme du ministère de l'Education nationale ou via le site de l'Office national des examens et concours (ONEC) par les candidats scolarisés pour consulter leurs informations, à travers l'introduction du nom de l'utilisateur et du code secret inscrits sur le récépissé de réception du dossier d'inscription et la notification du directeur de l'établissement en cas d'erreur dans l'inscription des informations ou via l'espace dédié aux parents d'élèves sur la plateforme, précise la même source.

Pour les candidats libres, l'opération de vérification des informations se fera sur les deux sites de l'ONEC consacrés à l'examen du baccalauréat <http://bac.onec.dz> et au Brevet d'enseignement moyen (BEM) <http://bem.onec.dz>, a ajouté la même source, précisant que la notification de la direction de l'Education doit se faire avant le 13 février, dernier délai pour les corrections obligatoires par écrit.

LITTÉRATURE

2 Algériens parmi les lauréats du Prix Sharjah de la créativité arabe

Le poète Mohamed Bouterhan et la romancière Amina Mansri figurent parmi les lauréats de la 23e édition du Prix Sharjah de la créativité arabe, a-t-on annoncé lundi à Sharjah (Emirats arabes unis).

Le poète Mohamed Bouterhan a remporté le deuxième Prix pour son recueil «Kafn wahid wa akthar min kabr» (Un seul linceul et plus d'une sépulture) alors que l'écrivaine Amina Mansri a obtenu le troisième Prix pour son roman «Joinville».

Les prix seront remis aux lauréats lors de la cérémonie prévue au Maroc en avril 2020.

Le Prix Sharjah de la créativité arabe a déjà récompensé par le passé des auteurs algériens, à l'instar de Mahmoud Iberraken (poésie), Youcef Baaloudj et Smail Yabrir dans le théâtre et Mebrouk Dridi dans le roman.

NAËMA

Exercices de secourisme et de sauvetage

Des exercices de formation aux techniques de secourisme et de sauvetage destinés aux agents de la protection civile de la wilaya de Naïma ont été lancés dernièrement pour une durée de trois mois, a-t-on appris lundi auprès de la Direction de ce corps constitué. L'opération, initiée par la Direction générale de la protection civile, concerne les domaines d'intervention dans les accidents de la circulation, le transport de produits dangereux, le sauvetage en cas d'inondation, de noyade, d'incendie dans des endroits fermés et d'asphyxie au gaz, entre autres incidents, a-t-on indiqué.

Ces exercices de simulation, mis en œuvre par les agents de l'unité principale et des unités secondaires des communes de la wilaya de nuit comme de jour à l'intérieur et à l'extérieur des sièges d'unités de la protection civile, entrent dans le cadre de la formation continue des agents, l'amélioration de leurs performances et le développement des méthodes d'intervention à faire face aux risques multiples.

BORDJ BOU-ARRERIDJ
Les directeurs des travaux publics et de l'Agence de gestion des autoroutes relevés de leurs fonctions

Les directeurs de wilaya des travaux publics et de l'Agence de gestion des autoroutes de Bordj Bou Arreridj ont été relevés hier de leurs fonctions, a-t-on appris des services de la wilaya.

La décision prise par le wali, Abdelkader Belkhezadj, de mettre fin aux fonctions de ces deux responsables intervient, selon la même source, suite à «la négligence constatée au niveau de leurs institutions, en ne prenant pas de mesures adéquates pour dégivrer le segment autoroutier traversant la wilaya, en vue de garantir un trafic normal des véhicules, ce qui a occasionné hier matin un important carambolage de 12 véhicules sur l'autoroute Est-Ouest, à la hauteur de la commune de Ain Taghrout (à l'Est de Bordj Bou Arreridj), faisant deux (2) morts et 22 blessés.»

Plus que quelques jours pour voter pour le projet de l'ingénieur d'Algérie Télécom retenu au «WSIS Project Prizes 2020»!



Il reste moins de dix (10) jours pour soutenir le projet élaboré par Monsieur Fateh Allah Merazga, chercheur au niveau d'Algérie Télécom, engagé dans la prestigieuse compétition internationale «WSIS Project Prizes 2020».

Pour rappel, le projet baptisé «Système d'information géographique pour l'aménagement du territoire : Cas d'application l'aménagement numérique», consiste à doter tous les acteurs de l'aménagement du territoire d'un moyen capable de collecter et suivre les informations liées aux infrastructures dans une base de données spatiale, pour finalement construire un modèle d'exploitation.

La participation de Fateh Allah Merazga à cette compétition scientifique est une fierté aussi bien pour Algérie Télécom que pour l'Algérie. Pour cela, un appel est lancé à tous les Algériens pour le soutenir en votant pour son projet. Pour voter, il suffit de :

1)- Aller sur le site : <https://www.itu.int/net4/wsis/stock-taking/Prizes/2020#start> 2)- S'enregistrer comme un nouvel utilisateur.

3)- Se connecter vous avec le nouveau compte créé.

4)- Choisir la catégorie : C7 E GOVERNMENT Voter pour le projet suivant «Geographic information system for territory planning».

TECHNOLOGIE

Microsoft abandonne Windows 7

Le célèbre système d'exploitation de l'entreprise américaine Microsoft, en l'occurrence Windows 7, ne sera plus mis à jour depuis hier, annonce Microsoft sur son site internet.

Après 10 ans de service, Microsoft décide d'abandonner le support de Windows 7 à partir du 14 janvier 2020. Toutefois, les ordinateurs dotés de ce système d'exploitation fonctionneront toujours, mais Microsoft ne fournira plus de support technique comme les mises à jour logicielles et les correctifs de sécurité. «Vous pouvez continuer à utiliser votre PC avec Windows 7, sans recevoir de mises à jour logicielles et de sécurité continues, mais il sera plus vulnérable aux virus et aux logiciels malveillants», prévient Microsoft. Seule exception, les entreprises continueront à recevoir les mises à jour via un support prolongé jusqu'au mois de janvier 2023. Les prix seront, néanmoins, de plus en plus élevés d'une année à l'autre, indique Microsoft. Microsoft conseille, à cette occasion, les utilisateurs de ces systèmes d'exploitation à se tourner vers Windows 10, affirmant que la meilleure expérience de ce système d'exploitation s'obtient avec un PC neuf et qu'il n'est pas recommandable d'installer Windows 10 sur un ancien appareil.

Pour rappel, Windows 10 avait été lancé le 29 juillet 2015 pour les utilisateurs d'ordinateurs et de tablettes.



CONSTITUTION

Installation du comité d'experts chargé de l'élaboration de propositions pour la révision de la Constitution

Le comité d'experts chargé de l'élaboration de propositions sur la révision de la Constitution, présidé par le professeur Ahmed Laraba, a été installé hier à Alger.

La cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au niveau de la Présidence, a été présidée par le directeur de cabinet de la Présidence de la République, Noureddine Ayadi.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait décidé de la création de ce comité en concrétisant ses engagements que ce dernier a placé à la tête des priorités de son mandat à la présidence de la République, celui de l'amendement de la Constitution qui constitue une pierre angulaire pour l'édification d'une nouvelle République.

Le Président de la République «entend procéder à une réforme en profondeur de la Constitution à laquelle il s'est engagé, en vue de favoriser l'émergence de nouveaux modes de gouvernance et de mettre en place les fondements de l'Algérie nouvelle».

Le comité aura, ainsi, à «analyser et évaluer, sous tous ses aspects, l'organisation et le fonctionnement des institutions de l'Etat» et à «présenter au président de la République des propositions et recommandations ayant pour objet de conforter l'ordre démocratique fondé sur le pluralisme politique et l'alternance au pouvoir».

Les propositions et recommandations du comité devraient également permettre de «prémunir notre pays contre toute forme d'autocratie et d'assurer une réelle séparation et un meilleur équilibre des pouvoirs en introduisant davantage de cohérence dans le fonctionnement du pouvoir exécutif et en réhabilitant le Parlement no-



tamment dans sa fonction de contrôle de l'action du gouvernement».

Ce comité aura également à «proposer toute mesure de nature à améliorer les garanties de l'indépendance des magistrats, à renforcer les droits des citoyens et à garantir l'exercice, à conforter la moralisation de la vie publique et à réhabiliter les institutions de contrôle et de consultation».

Les conclusions des travaux du comité, traduits dans un rapport et un projet de la loi constitutionnelle devront être remis dans un délai de deux (02) mois à compter de la date d'installation dudit comité.

Une fois remis, le projet de révision de la Constitution fera l'objet de larges consultations auprès des acteurs de la vie politique et de la société civile avant d'être déposé,

suivant les procédures constitutionnelles en vigueur, auprès du Parlement pour adoption.

Le texte adopté par le Parlement sera ensuite soumis à un référendum populaire. Le Comité est présidé par M. Ahmed Laraba, professeur de Droit international public, membre de la Commission du Droit international de l'ONU.

Le Rapporteur général du Comité est M. Walid Lagoune, professeur de Droit public, Université d'Alger. Les autres membres sont: M. Abdelkader Ghaitaoui, professeur de Droit, Université d'Adrar, Mme Souad Ghaouti, professeure de Droit, Université d'Alger, M. Bachir Yelles Chaouche, professeur de Droit, Université d'Oran, M. Mostapha Kharradi, professeur de Droit, Université de Sidi-Bel-abbès, Mme Maya Sahli, professeure de Droit, Université d'Alger,

membre de la Commission africaine des Droits de l'Homme, M. Abdelhak Morsli, professeur de Droit, Université de Tamanrasset, M. Nacereddine Bentifour, Professeur de Droit, Université de Tlemcen, Mme Djazia Sach Lecheheb, professeure de Droit, Université de Sétif, Mme Samia Samry, professeure de Droit, Université d'Alger, M. Karim Khelfan, professeur de Droit, Université de Tizi-Ouzou, Mme Zahia Moussa, professeure de Droit, Université de Constantine, M. Abderrahmane Bendjilali, maître de conférences, Université de Khemis Meliana, Mme Nabila Ladrara, maître de conférences, Université de Tipaza, M. Mosbah Omennass, maître de conférences, Université d'Alger et M. Fatsah Ougergouz, docteur de Droit, Genève, ancien juge à la Cour africaine des Droits de l'Homme.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION :

«Le Président Tebboune a accordé la liberté d'appréciation» au comité d'experts (rapporteur)

Le rapporteur du comité d'experts chargé de formuler des propositions pour la révision de la Constitution, Walid Lagoune a affirmé,

mardi à Alger, que le comité qui «n'est pas une assemblée constituante», jouit de «la liberté d'appréciation» que lui a accordée le Président

de la République concernant les propositions visant à améliorer la Constitution. Dans une déclaration à la presse, à l'issue de l'installation du comité d'experts au siège de la Présidence, M. Lagoune a indiqué que «le comité entamera ses travaux sans délais, dès la réception par les membres de la lettre de mission fixée par le Président de la République».

Et d'ajouter: «Le Président Tebboune nous a accordé la liberté d'appréciation en ce qui concerne les propositions visant à améliorer la Constitution dans la forme et le fond».

«Il ne s'agit pas d'une assemblée constituante, mais d'un comité d'experts qui aura à formuler des propositions jugées adéquates pour soutenir, consolider et asseoir les principes fondamentaux de l'Etat de droit», a soutenu M. Lagoune, soulignant que «le travail du comité sera axé sur les principes fondamentaux existants déjà dans les précédentes Constitutions, mais nécessitant un examen minutieux et une codification, voire la mise en place des outils nécessaires à leur application».

«Une fois les propositions inhérentes à l'amendement de la Constitution soumises au Président de la République dans un délai n'excédant pas deux mois, M. Tebboune lancera des consultations avec tous les acteurs politiques et sociaux, lesquels émettront des propositions dans le but d'enrichir ledit document, et partant réaliser le consensus».

Le comité compte dans sa composante des «enseignants universitaires spécialisés en droit public et en droit constitutionnel en particulier, dont des enseignants connus à l'échelle nationale». La cérémonie d'installation du comité a été présidée par le directeur de cabinet de la Présidence de la République, Noureddine Ayadi.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait décidé de créer ce comité pour concrétiser l'un de ses engagements placés à la tête des priorités de son mandat, celui de l'amendement de la Constitution, pierre angulaire du processus d'édification d'une nouvelle République».

RÉVISION DE LA CONSTITUTION : Les conclusions du Comité d'experts serviront de base à un très large processus de consultations (Présidence de la République)

Les conclusions du comité d'experts chargé de l'élaboration de propositions sur la révision de la Constitution, installé officiellement mardi, «serviront de base à un très large processus de consultations» que compte engager le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans son allocution lors de la cérémonie d'installation du Comité d'experts, le directeur de cabinet de la Présidence de la République, Noureddine Ayadi, a fait savoir que «les conclusions des travaux du Comité constitueront une première étape dans la démarche du Président de la République en vue de l'amendement constitutionnel et serviront de base à un très large processus de consultations qu'il compte lancer en associant les acteurs de la scène politique et de la société civile», précise le communiqué.

«Sur instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le directeur de cabinet de la Présidence de la République, M. Noureddine Ayadi a présidé, mardi 14 janvier 2020 au siège de la Présidence de la République, la cérémonie d'installation officielle du Comité d'experts chargé de l'élaboration de propositions sur la révision de la Constitution», ajoute la même source qui indique que M. Ayadi a souligné à cette occasion que «l'installation du Comité, un mois après la prise de ses fonctions de Président de la République, traduit la détermination de M. Abdelmadjid Tebboune à concrétiser ses engagements électoraux et à aller rapidement vers des réformes politiques et institutionnelles auxquelles aspirent les citoyens».

Evoquant «le contexte sensible qui impose à notre pays de faire face à plusieurs questions urgentes, notamment au double plan économique et sociale», M. Ayadi a mis en avant «la priorité qu'accorde M. le Président au chantier de la révision constitutionnelle, convaincu du caractère décisif de la réédification de l'Etat sur des bases saines».

Après avoir rappelé la composante du Comité d'experts, présidé par le professeur Ahmed Laraba et constitué de 18 universitaires issus de plusieurs universités et de la communauté algérienne établie à l'étranger, le directeur de cabinet de la Présidence de la République a affirmé que le choix de cette composante «reflète le nouveau mode de gouvernance qu'envisage de consacrer désormais le Président de la République et sa volonté d'insuffler une dynamique au renouvellement de l'encadrement de l'Etat, sur la base des critères de la compétence, des savoirs, de la diversité et de la représentativité», poursuit le communiqué. «Il s'agit en outre de mobiliser les compétences nationales à travers les quatre coins de l'Algérie et de la diaspora nationale à l'étranger afin de la associer aux grands chantiers à lancer pour la réédification de l'Etat et des institutions nationales», poursuit la même source.

Sur le fond, M. Ayadi a précisé que la lettre de mission adressée par le Président de la République au Comité «a défini clairement les contours à même d'orienter la réflexion et la formulation des propositions sur l'amendement constitutionnel», rappelant que «le Comité pourra élargir son champ de réflexion, en toute liberté et responsabilité, à d'autres aspects de la Constitution, et partant proposer tout amendement qu'il jugera approprié à l'intérêt général».

Mohamed Louber installé dans ses fonctions de président de l'ARAV

Le directeur de cabinet de la présidence de la République, Noureddine Ayadi, a présidé, mardi à Alger, la cérémonie d'installation officielle de M. Mohamed Louber dans ses fonctions de président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le directeur de cabinet de la Présidence de la République, Noureddine Ayadi, a présidé, mardi 14 janvier 2020 au siège de la Présidence de la République, la cérémonie d'installation officielle de M. Mohamed Louber dans ses fonctions de président de l'ARAV», lit-on dans le communiqué.

Dans son allocution à l'occasion, M. Ayadi a affirmé que «le sceau imprimé aujourd'hui à l'installation du président de l'ARAV se veut une preuve manifeste de l'intérêt particulier qu'accorde M. Abdelmadjid Tebboune à l'émergence d'un paysage audiovisuel qui remplit pleinement les missions du service public dans le respect de la pluralité des opinions et des courants intellectuels ainsi que de la diversité culturelle nationale dans tous les programmes médiatiques politiques et généralistes», ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Louber a exprimé «sa profonde reconnaissance au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour la confiance placée en sa personne», précisant qu'«il s'agit d'une lourde responsabilité, eu égard à l'importance de la mission». Il a appelé, dans ce sens, les établissements concernés, publics et privés, à coopérer et à coordonner leur efforts pour le développement de ce secteur sensible, et la réalisation de ses nobles objectifs

de solidarité nationale pour en faire un trait d'union social».

M. Louber a promis «d'être à l'écoute de toutes les préoccupations des professionnels du secteur, en appui à la liberté et à la communication et en application des engagements tenus par le Président de la République lors de sa campagne électorale».

Pour sa part, le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, s'est félicité de la nomination de M. Louber à la tête de l'ARAV, faisant remarquer que sa nomination «coïncide avec l'ouverture d'un chantier essentiel et stratégique relatif au numérique dans ses trois dimensions que sont le Web, la Radio et la Télévision numériques».

«C'est un chantier important car lié aussi à la souveraineté cybernétique en vue de la maîtrise des principaux éléments constitutifs du réseau numérique», a-t-il soutenu.

Il faut trouver des solutions définitives l'été prochain car «l'Algérie a des engagements internationaux en matière de passage à la communication numérique», a ajouté M. Belhimer.

Nommé président de l'ARAV samedi dernier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Louber est enseignant universitaire à la Faculté de Droit d'Alger.

Ancien journaliste de la Radiodiffusion-Télévision Algérienne (RTA) et ancien directeur du quotidien El-Moudjahid, M. Louber est également conseiller en droit de l'audiovisuel. Il prépare actuellement une thèse de doctorat sur le service public de l'audiovisuel en Algérie et il a participé à la rédaction des quatre lois relatives à l'information et à la communication.

ALGER: 300 cas sociaux risquent l'exclusion de la liste des démunis de la commune de Kouba (P/APC)

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Kouba, Mokhtar Laadjailia a fait état, hier à Alger, de 300 cas sociaux dont des veuves, des femmes divorcées et des personnes âgées, qui peuvent être exclus de la liste des démunis en raison d'une instruction de wilaya enjoignant les communes d'actualiser et apurer leurs listes.

Evoquant l'opération de révision des listes des familles démunies dont le revenu mensuel ne dépasse pas 18.000 DA, M. Laadjailia a indiqué à l'APS que cette démarche intervient en application d'une instruction, émise depuis près de deux ans par la wilaya d'Alger, enjoignant les APC de procéder à l'actualisation des informations de tous les citoyens selon les normes fixées, et ce afin d'arrêter «des véritables ayants droit à l'allocation de la solidarité pour le mois de Ramadhan».

«300 cas sociaux relevant de la commune de Kouba risquent l'exclusion car ne répondant pas aux critères définis dans ladite instruction», a souligné le P/APC de Kouba.

Détaillant la teneur de l'instruction, M.

Laadjailia a fait savoir que le document, adressé à l'ensemble des APC, enjoint le maire de se conformer à une série de conditions stipulant notamment que «le chef de famille soit bénéficiaire des programmes de soutien aux catégories vulnérables prises en charge dans le cadre du programme de la solidarité nationale, ou sans revenu ou son revenu est inférieur au salaire national minimum garanti (SNMG)».

M. Laadjailia a indiqué, à cet égard, avoir trouvé des difficultés à appliquer cette instruction, car elle «exclut de la liste des bénéficiaires de nombreux cas sociaux, principalement des femmes divorcées, des veuves sans enfants, des personnes âgées et des personnes aux besoins spécifiques».

La liste des démunis de la commune de Kouba compte 1700 familles nécessiteuses entièrement prises en charge durant ces dernières années à partir du budget de la commune, a fait savoir le même responsable, ajoutant qu'il est en passe «de trouver des solutions externes, à l'instar de partenariats avec certaines associations caritatives actives et le Croissant rouge algérien (CRA)».

A noter que la commune de Kouba figure parmi les communes qui prennent en charge à 100% les frais des opérations de solidarité.

Elle est aussi parmi les collectivités de la capitale dont la trésorerie a un équilibre ou un excédent de revenus à l'instar des communes d'Alger centre, de Sidi M'hamed, de Bir Mourad Rais, d'El Biar, de Birkhadem, d'Hussein Dey et de Dar El Beida, selon les services de la wilaya d'Alger.

APS

ARMÉE Le Général-Major Saïd Chanegriha supervise à In Amenas un exercice démonstratif avec munitions réelles

Le Général-Major Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, a poursuivi, hier, sa visite de travail et d'inspection à la 4ème Région Militaire, en supervisant à In Amenas un exercice démonstratif avec munitions réelles «BORKANE 2020», exécuté par les unités organiques de la 41 Brigade Blindée, appuyées par des unités aériennes et des drones, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

En compagnie du général-major Hassan Alaïmia, Commandant de la 4e Région Militaire, le général-major, Saïd Chanegriha «a suivi de près, lors de la deuxième journée de sa visite, le déroulement des différentes actions menées par les unités terrestres et aériennes ayant pris part à cet exercice, devancées par des avions de reconnaissance aérienne au niveau du polygone de tirs et de manœuvres du Secteur Opérationnel Nord-est d'In Amenas», précise la même source.

Ayant pour objectif «d'optimiser les capacités de combat et d'interopérabilité entre les états-majors», cet exercice «vise aussi à l'instruction des commandements et des états-majors sur la préparation, la planification et la conduite des opérations face aux éventuelles menaces», ajoute le communiqué.

«Les actions ont été effectivement marquées par un haut degré de professionnalisme durant toutes leurs phases, avec un excellent niveau tactique et opérationnel, reflétant les grandes aptitudes au combat des différents équipages et chefs d'unités, à tous les niveaux, notamment en termes d'exploitation parfaite du terrain



et de coordination de haut niveau entre les différentes unités participantes», relève le MDN, indiquant que cet exercice «a renseigné sur les grandes compétences des cadres en matière de montage et de conduite des actions de combat, ainsi que des habiletés et capacité des cadres à maîtriser les différents systèmes d'armes et équipements mis à leur disposition, ce qui a contribué à la réalisation de résultats très satisfaisants, traduits par la précision des tirs avec les différentes armes».

«BORKANE 2020» a, également, vu la participation de drones «qui ont découvert, lors d'une opération de reconnaissance, un groupe ennemi qui tentait de s'infiltrer dans une infrastructure énergétique», poursuit

le communiqué, expliquant que ces drones «ont procédé au bombardement de ce groupe, tandis qu'un détachement des troupes spéciales a été débarqué par des hélicoptères, dans l'objectif de boucler et de détruire ledit groupe». A l'issue de l'exercice, le général-major Saïd Chanegriha a tenu une rencontre avec les personnels des unités ayant exécuté l'exercice, «où il les a félicités pour les grands efforts fournis, durant la première étape de l'exécution du programme de préparation au combat pour l'année 2019-2020, notamment lors de la préparation et l'exécution de cet exercice parfaitement réussi». A ce titre, il a souligné que «le développement véritable et le rehaussement effectif du niveau exigent

d'accorder une importance majeure à la préparation et l'exécution des exercices d'évaluation, de différents échelons et plans», affirmant qu'à la faveur des résultats obtenus lors des tirs exécutés, «l'ensemble des participants méritent d'être salués et encouragés pour les efforts consentis dans cet exercice d'évaluation, ce qui permet, d'optimiser sur le terrain les aptitudes au combat du Corps de Bataille de l'ANP et constitue un des indicateurs de maturité les plus importants en termes de formation, d'instruction et de préparation». A l'issue de sa rencontre avec les personnels des unités, le Général-Major Chanegriha a passé en revue les formations des unités ayant pris part à l'exercice, conclut le communiqué.

APW DE TIZI-OUZOU : Une session extraordinaire, en février, consacrée au développement local

Une session extraordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) se tiendra début du mois de février prochain pour débattre de «l'état du développement» dans la wilaya Tizi-Ouzou, a annoncé hier, Youcef Aouchiche, président de cette assemblée élue.

S'exprimant lors d'un rassemblement organisé par la Coordination des maires de la wilaya au niveau de la cité administrative, M. Aouchiche a relevé que la wilaya connaît «un manque en matière de projets de développement et immense retard dans la réalisation de ceux déjà inscrits».

La prochaine session débattrà, à cet effet, a-t-il indiqué, de «la nécessité de doter la wilaya de cagnottes budgétaires pour prendre en charge certains secteurs en souffrance», à l'instar, a-t-il cité, de l'énergie (20 000 foyers sans électricité), de l'assainissement urbain et des travaux publics.

Dans le même sillage, M. Aouchiche a évoqué lors de son intervention, «le retards enregistrés dans la réalisation de certains projets structurants à l'exemple du stade de 50 000 places, de la pénétrante autoroutière, des bar-



rages d'eau et de l'opération de rénovation des hôtels publics». Au chapitre des projets sectoriels engagés, l'édile local a indiqué que «seul moins de 30% du budget alloué a été consommé «en pointant du doigt le secteur des Travaux publics, qui, a-t-il dit, «enregistre le taux le plus faible de consommation et de retards dans la réalisation des projets».

La coordination des maires de la wilaya a organisé ce rassemblement pour réclamer «la révision du montant alloué aux communes pour l'exercice 2020

dans le cadre des programmes communaux de développement (PCD) qui s'élève à 15 millions de DA pour chaque commune.

«Une somme insuffisante pour couvrir les besoins les plus élémentaires de n'importe quelle commune», a soutenu, Elhayouni Berchiche, maire de Béni-Aissi, au Sud de Tizi-Ouzou, et coordinateur de cette structure.

Contactés par l'APS, les services de la wilaya ont indiqué que «seul le wali est habilité à s'exprimer sur ce sujet au moment opportun».

ELEVAGE: M. Omari salue la démarche de la révision du système de distribution et de commercialisation d'aliments de bétail

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari a salué la démarche des professionnels de la filière de l'élevage de bétail et de l'administration consistant à procéder à la révision du système de distribution de l'orge subventionné et d'aliments destinés à l'engraissement des cheptels, a indiqué un communiqué du ministère.



Lors d'une rencontre avec les membres de la Fédération nationale des éleveurs, M. Omari a affirmé que «le nouveau système, principale revendication de ces professionnels, contribuera à la lutte contre la spéculation», a précisé la même source. Le nouveau système de distribution et de commercialisation d'aliments de bétail permettra d'assurer d'autres alternatives à l'orge mais avec les mêmes valeurs nutritives pour garantir des aliments sains et complets aux

cheptels et réaliser des économies au profit du trésor public», a-t-il indiqué. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence des cadres du ministère, du représentant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), plusieurs thèmes ont été évoqués notamment le développement de l'élevage de bétail, la protection des régions pastorales et l'organisation des éleveurs. «Les autorités publiques accompagneront les éleveurs et vendeurs de bétail, en leur

assurant tous les moyens nécessaires, en vue de donner une forte impulsion à l'activité d'élevage et améliorer la production des viandes rouges», a-t-il soutenu.

Dans ce contexte, le ministre a souligné la nécessité pour les professionnels de s'organiser en coopératives agricoles pour permettre aux paysans et aux éleveurs de bénéficier des subventions de l'Etat, quelle que soit leur nature. Ces coopératives sont à même de dynamiser et de relancer

différentes infrastructures tels que les abattoirs modernes réalisés à Hassi Bahbah (wilaya de Djelfa), Mila et Bougtoub (El Bayadh) qui sont à même de créer une dynamique économique et d'augmenter la production des viandes rouges, a estimé M. Omari qui a donné des instructions pour la tenue d'une réunion consacrée à ces abattoirs et l'examen, avec les professionnels de cette branche, des obstacles entravant le développement de leur activité.

TLEMCCEN : Prévision d'ensemencement de 60 bassins d'irrigation agricole courant 2020



Soixante bassins d'irrigation agricole répartis sur le territoire de la wilaya de Tlemccen seront ensemencés en alevins courant 2020 pour une production prévisionnelle de l'ordre de 25 tonnes de poissons, a-t-on appris de la direction de la pêche et des ressources halieutiques.

La formation d'une soixantaine d'agriculteurs est prévue à ce titre pour les initier aux diverses techniques liées à la pisciculture, soit presque le double des agriculteurs formés en 2019, a indiqué la même source, rappelant que durant l'année écoulée, 38 agriculteurs des régions de Nedroma, Beni Snous et Sebdu ont bénéficié de sessions de formation précédées d'une série de journées de sensibilisation et de vulgarisation organisées à travers les douze subdivisions agricoles de la wilaya.

Depuis 2009, 153 bassins d'irrigation dont une retenue collinaire privée ont été ensemencés sur les 540 bassins d'irrigation ciblés par un total de 166.300 alevins de Tilapia et de Carpe, a-t-on fait savoir, signalant que la production globale de l'année 2019 est d'environ 20 tonnes dont 12,5 t de tilapia commercialisées et 7,5 tonnes destinées à l'autoconsommation.

Dans le but d'assurer une réussite à ces opérations, des cadres de la direction de la pêche et des ressources halieutiques procèdent régulièrement à des visites d'inspection au niveau des bassins d'irrigation ensemencés.

Pour cette nouvelle année 2020, la direction de la pêche et des ressources halieutiques a élaboré un plan d'action ambitieux devant permettre la concrétisation des projets en cours, en procédant à l'accompagnement des investisseurs dans la réalisation de leurs projets dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, à l'ensemencement des bassins d'irrigation appartenant à des agriculteurs, outre l'ensemencement de deux barrages et une retenue collinaire.

L'objectif pour 2020 consiste également en la réalisation de cinq fermes piscicoles, deux autres fermes conchyliques et l'aménagement et l'exploitation de trois zones d'activités aquacoles et de pêche, a-t-on estimé de même source.

SALON DE L'EMPLOI :

Les organisateurs prévoient une offre de 3.000 postes d'emploi

Les entreprises et les établissements qui participeront à la 14e édition du salon de l'emploi et de la formation, prévue à partir du 28 janvier à Alger, misent sur une offre de quelque 3.000 postes d'emploi, selon le commissaire du salon, Ali Belkhir.

La manifestation intitulée «Carrefour de l'emploi et de la formation» regroupe environ 40 entreprises publiques et privées dans plusieurs secteurs d'activité,

qui proposeront des emplois aux jeunes, aux côtés de 60 écoles de formation, a précisé M. Belkhir dans une conférence de presse.

Le salon s'adresse, notamment, aux demandeurs d'emploi et aux personnes souhaitant créer leur propre entreprise, ainsi qu'à tous ceux parmi les diplômés universitaires qui veulent renforcer leurs compétences et savoir-faire par des cycles de formation complé-

mentaires, a ajouté le même responsable. M. Belkhir a indiqué que cette manifestation de trois jours, se veut «un carrefour de rencontres entre les entreprises et les administrations en quête de compétence et les jeunes à la recherche d'un emploi où d'une formation. Il a expliqué que cet espace a pour but d'établir «un dialogue direct à travers des entretiens d'embauche et des contacts d'information», estimant

qu'«environ 25.000 visiteurs sont attendus, dont une grande partie sont des demandeurs d'emploi et de formation de différents profils.

Ce salon sera également un espace de rencontres entre les organismes publics d'emploi et les jeunes porteurs de projets, tout comme il permettra aux jeunes de s'informer sur les mesures de financement des différents projets liés aux start-up et à la micro-entreprise.

WILAYA D'ALGER:

Plus de 1,5 milliards DA de marchandises non facturées mises sur le marché à Alger en 2019

Le montant des marchandises non facturées exposées à la vente dans les différents locaux commerciaux et marchés à Alger s'est élevé à plus de 1,5 milliards de dinars en 2019, a-t-on appris hier de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger.

Les agents de contrôle et de la répression de la fraude ont enregistré 1744 infractions commerciales liées à la vente des produits alimentaires et industriels, dont 1698 infractions relatives à des marchandises non facturées et 46 autres pour pro-

fits illicites (non-respect des prix affichés) pour un montant global dépassant 1,5 milliards de dinars, a indiqué à l'APS M. Dehar Layachi, représentant de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger.

Le bilan des activités de la direction de wilaya pour l'exercice 2019 fait état de plusieurs opérations de saisi dans la cadre du contrôle de qualité et de la répression de la fraude des produits alimentaires et industriels, dont 282,63 tonnes de produits alimentaires de large consom-

mation, tels que les viandes rouges et blanches, les jus et les boissons gazeuses d'une valeur de 306 millions de dinars et près de 300 tonnes de produits manufacturés tels que le lait et dérivés, les viandes en conserve et autres, a ajouté M. Layachi. Les agents de contrôle relevant de la Direction de wilaya ont effectué plus de 92.000 interventions, au titre du contrôle des pratiques commerciales, qui se sont soldées par 10.752 procès-verbaux d'infraction et la proposition de fermeture de 656 locaux com-

merciaux, selon la même source.

En matière de contrôle de la qualité et de répression des fraudes, l'intervenant a fait état de plus de 51.000 interventions donnant lieu à 4.823 procès-verbaux d'infraction, à la fermeture de 74 locaux et à la saisie de 317 millions de dinars de marchandises. M. Dahar a, par ailleurs, fait savoir que la Direction du commerce de la wilaya d'Alger comptait plus de 800 agents de contrôle (pratiques commerciales et répression des fraudes) répartis sur treize (13) circons-

criptions administratives où des inspections suivent un programme annuel, prévoyant des campagnes de sensibilisation.

Le responsable a indiqué que les contrôles augmentaient notamment durant la saison estivale et le mois de ramadhan avec la hausse de la consommation des ménages, précisant que les contrôleurs vérifiaient surtout les denrées hautement périssables telles que les viandes et leurs dérivés, les fromages et les produits laitiers.

SECTEUR PÊCHE Amélioration de l'emploi et de la flotte en 2018



La population activant dans le secteur de la pêche ainsi que la flotte de pêche ont connu, durant 2018, une amélioration par rapport à l'année d'avant, selon les données de l'Office national des statistiques (ONS) sur les principaux indicateurs du secteur.

L'emploi total dans le secteur de la pêche s'est élevé à 115.672 emplois, en hausse annuelle de 11,4%, dont 56.206 postes (soit 48,6%) d'emplois directs et 59.466 emplois (51,4%) d'emplois indirects, en hausses respectives de 4,2% et de 19,2%, durant la période de comparaison, détaille l'organisme des statistiques.

Les emplois directs sont composés de 48.160 marins pêcheurs (85,7% du total des postes d'emplois, +5%), de 5.347 patrons côtiers (-1,9%) et 2.699 mécaniciens (+4%).

La flottille de pêche nationale a atteint 5.617 unités en 2018 contre 5.494 unités en 2017, enregistrant une hausse de 2,2%, selon l'Office.

Cette flottille est constituée de 1.365 sardiniers (en légère hausse 0,99%), de 3.673 petits métiers (+3,1%), de 551 chalutiers (-0,2%), de 19 thoniers (+5,6 %) et de 9 corailleurs (stagnation).

Cette flottille est caractérisée par la prédominance des unités ayant une longueur de moins de 6 mètres avec près de (44% du total), alors que les navires qui dépassent ou égalent une longueur de 24 mètres ne représentent que 1,7% du total de la flotte.

La répartition de la flottille de pêché par wilaya côtière montre que le parc de pêche de la wilaya de Tipaza s'accapare toujours la première place avec 791 unités, soit près de 14% de la flotte nationale, suivi du parc de Annaba (586 unités), Boumerdes (509 unités) Ain Temouchent (501 unités) et Skikda (500 unités).

Le développement du volume des investissements privés dans le domaine de l'aquaculture comparativement aux années précédentes, a permis la réalisation, à fin 2018, de plus de 70 nouveaux projets, en cours d'exploitation, dont la production primaire s'est élevée à 5100 tonnes de différentes espèces de poissons et des ventes de plus de 4 milliards DA, avait indiqué, en juillet dernier dans un entretien à l'APS, Mustapha Oussaïd, ancien, directeur du développement de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, qui occupe actuellement le même poste au ministère de la pêche dans le nouveau gouvernement.

Les acteurs du secteur de la pêche travaillent pour passer d'une aquaculture artisanale à une aquaculture industrielle notamment à travers une dynamique d'investissement massif pour produire suffisamment de poisson et répondre ainsi à la demande croissante du marché algérien.

ENERGIE

Le PDG de Sonelgaz prône un partenariat méditerranéen fort pour investir en Afrique

Le président du Comité algérien de l'énergie et PDG du groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras, a appelé à la consolidation du partenariat énergétique méditerranéen afin de saisir les opportunités d'investissement dans le secteur de l'énergie en Afrique, a indiqué hier un communiqué de Sonelgaz.

«Il est temps qu'un partenariat méditerranéen fort puisse nous donner une ouverture vers des opportunités nouvelles d'investissement et d'affaires en Afrique où il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière d'accès à l'énergie», a noté M. Boulakhras dans son allocution à une conférence organisée lundi à Paris par l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME), sur l'optimisation du marché énergétique méditerranéen et africain.

Le PDG de Sonelgaz a mis également en avant les opportunités d'affaires dans le secteur de l'énergie en Algérie et a abordé la volonté du pays d'investir dans une dynamique de développement basée sur une transition effective d'une économie fortement basée sur les revenus des hydrocarbures et sur la dépense publique vers une économie diversifiée et créatrice de richesses, note la même source.

«Pour ce qui est de l'électricité, les investissements que nous avons déjà réalisés en centrales conventionnelles pour répondre à la demande et les perspectives d'avenir, font que notre politique énergétique intègre désormais le développement des énergies renouvelables en vue de mieux préparer la transition énergétique et de s'affranchir progressivement, à moyen et long terme, des hydrocarbures», a déclaré M. Boulakhras. Soulignant que le tournant de la diversification était engagé dans «la perspective du développement



durable», le PDG a rappelé qu'un important plan national de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, visant à moyen terme la mise en service de près de 22.000 MW en énergie verte, était en cours d'exécution.

Dans le cadre de la première phase de ce programme, près de 400 MWC en solaire et éolien ont été déjà connectés au réseau national.

Dans une deuxième phase, il est prévu la réalisation de plusieurs centrales électriques solaires photovol-

taïques qui sera augmentée par le programme d'hybridation de toutes les centrales diesel dont disposent le Groupe Sonelgaz et qui alimentent actuellement les réseaux isolés du grand sud de l'Algérie, ajoute M. Boulakhras.

Par ailleurs, M. Boulakhras a participé mardi à l'assemblée générale de l'OME, une plateforme et un Think-Tank de référence, créée il y a 25 ans, faisant de l'énergie un instrument d'intégration régionale, selon le communiqué.

PÊCHE

Poursuite de la tendance haussière de la production en 2018 selon l'ONS

La production halieutique nationale a atteint 120.354 tonnes en 2018 contre 108.300 tonnes en 2017, enregistrant une croissance annuelle de 11%, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Cette amélioration de la production globale s'explique principalement par une hausse de la pêche des poissons pélagiques qui a atteint 92.392 tonnes contre 77.776 tonnes en 2017, en hausse de 18,8%, suivie des poissons mollusques avec une production de 1.593 tonnes contre 1.267 tonnes (+25,7%), indiquent les données statistiques de l'Office sur les principaux indicateurs de la pêche 2018.

La production des poissons pélagiques ont représenté près de 77% de la production globale nationale.

En revanche, d'autres espèces ont connu des baisses de la production, durant la même période de comparaison.

Il s'agit des poissons démersaux avec 6.177 tonnes contre 6.792 tonnes (-9,1%), les crustacés avec 2.192 tonnes contre 2.326 tonnes (-5,8%) et la production plaisancière et autres avec 18.000 tonnes contre 20.139 tonnes (-10,6%). Les poissons pélagiques sont ceux qui vivent en dessous de 200 mètres de profondeur de la mer (thon, maquereau...)

alors que les poissons démersaux sont ceux qui vivent au-dessus du fond et sont très dépendantes du fond d'où elles tirent leur nourriture (dorade, merlu, merlan, morue...).

Pour ce qui est de l'activité aquacole, la production poursuit sa tendance haussière entamée dès 2015 en s'établissant à 5.100 tonnes en 2018 contre 4.200 tonnes en 2017, en hausse de 21,4%.

Cette amélioration de la production aquacole s'explique, selon l'ONS, par «les efforts consentis par l'Etat dans le cadre de la stratégie du secteur de la pêche qui s'oriente vers l'augmentation de la production halieutique et principalement la production aquacole».

Quant à la répartition régionale de la production halieutique globale, il est observé une hausse dans la majorité des 14 wilayas côtières à l'exception de Mostaganem (-10,2%), Annaba (-10,1%), Chlef (-3,9%) et Jijel (-2,1%).

Les wilayas qui ont connu les plus importantes hausses de la production sont Tipaza avec une augmentation de 48,8%, suivie de Ain Temouchent (42,9%), Tizi-Ouzou (+26,5%), Tlemcen (20,8%), El tarif (+19,2%) et Bejaia (17%). Les cinq wilayas plus grosses productrices de poisson sont Ain Témouchent

(23.128 tonnes), soit 19,2% de la production halieutique nationale, suivie de Tlemcen (10.227 tonnes), Annaba (6.854 tonnes), Oran (9.721 tonnes) et Mostaganem (9.448 tonnes).

Hausse des exportations, baisse des importations

Concernant le commerce extérieur des produits halieutiques, l'ONS indique que 4,16 tonnes ont été exportés en 2018 contre 1,67 tonnes en 2017 en hausse de près de 149% en terme de quantité.

En valeurs, les exportations ont progressé de 68,2% pour totaliser 12,38 millions de dollars (1,443 milliard de dinars) en 2018 contre 7,36 millions de dollars (816,7 millions de dinars) en 2017.

Ce relèvement des exportations des produits de pêches a concerné tout particulièrement les mollusques (2.444,9 tonnes) et les poissons frais (1.150,06 tonnes) avec des hausses respectivement de +534,7% et de +103,5% et dans une moindre mesure les poissons vivants avec 395,17 tonnes (+19,8%).

Pour les importations, elle ont atteint 30.862,5 tonnes en 2018 contre 40.306,85 tonnes, en baisse de 23,4%. En termes de valeur, le montant des importations a atteint 99,53 millions de dollars, contre 121,80 millions de dollars en 2017, soit une baisse de 18,3%.

L'Office relève que près de 50% de la valeur des importations résultent principalement de l'importation des filets de poissons, qui ont totalisé 12.259,60 tonnes en 2018.

Ainsi, les échanges commerciaux réalisés par le secteur de la pêche en 2018 se sont caractérisés par un solde commercial négatif avec un déficit de 87,2 millions de dollars contre 114,4 millions de dollars en 2017, soit une baisse du déficit de 23,8%.

Il est à relever, que le secteur de l'aquaculture a tiré des investissements privés, à fin juillet 2019, d'une valeur de 75 milliards de DA destinés à la réalisation de 271 projets approuvés par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (GNRDP), jusqu'à juillet dernier, selon Mustapha Oussaïd, ancien directeur du développement de l'aquaculture au ministère de l'agriculture, qui occupe actuellement le même poste au ministère de la pêche.

Ces investissements, qui seront réalisés à moyen terme jusqu'en 2022, permettront de produire 111.000 tonnes de différents types de poissons, dont 105.000 tonnes de l'aquaculture marine et 6.000 tonnes de l'aquaculture d'eau douce, et créer 24.000 postes d'emplois.

PÉTROLE

Le panier de l'Opep débute la semaine à 66,07 dollars

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a débuté la semaine à 66,07 dollars, selon les données de l'Organisation publiées hier sur son site web.

L'ORB avait terminé la semaine écoulée à 67,02 dollars, selon la même source.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Lundi, les prix de l'or noir avaient terminé en nette baisse.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a reculé de 78 cents, ou 1,2%, pour finir à 64,20 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour février a cédé 96 cents, ou 1,6% à 58,08 dollars. Le pétrole avait déjà baissé la semaine dernière de 5,3% pour le Brent et de 6,4% pour le WTI, après cinq semaines consécutives de hausse.

Les prix ont été affectés la semaine dernière par une phase d'escalade puis de détente entre les Etats-Unis et l'Iran. Dans ce contexte, l'Opep et ses alliés continuent les efforts pour équi-



librer le marché sachant quela réduction globale de la production de l'Opep + a été portée à 1,7 millions de barils/jour.

Cet ajustement est entré en vigueur le début de mois en cours et s'achèvera le 31 mars prochain.

Mais avant son achèvement, le Comité ministériel de suivi de l'accord Opep-Non opep (JMMC) tiendra sa 18e réunion en début mars à Vienne. Ce

Comité est composé de sept pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Opep (Russie et Kazakhstan).

Cette réunion sera suivie d'une rencontre de l'Opep + prévue pour le 6 mars, tandis que la 178ème réunion ordinaire de la Conférence ministérielle

USA

Inflation à +0,2% en décembre

L'inflation mensuelle aux Etats-Unis a été conforme aux attentes en décembre, à +0,2%, après une hausse de 0,3% en novembre, selon l'indice CPI publié hier par le département du Travail. Les prix ont été tirés à la hausse notamment par l'essence, dont les prix ont bondi de 2,8%, mais aussi par le logement et les frais médicaux. Les prix des vêtements, des assurances automobile, des loisirs et des véhicules neufs ont également augmenté sur le mois, tandis que ceux des voitures et camions d'occasion, de l'ameublement et des billets d'avions, ont reculé.

Hors alimentation et énergie, l'inflation n'a que très légèrement avancé en décembre, à +0,1% (+0,2% en novembre).

Pour l'ensemble de l'année 2019, l'inflation s'établit à +2,3%. Il s'agit de la plus importante croissance sur un an depuis octobre 2018.

La hausse des prix est la même si l'on exclut l'alimentation et l'énergie.

L'inflation est l'un des principaux éléments que regarde la Réserve fédérale américaine (Fed) lorsqu'elle ajuste ses taux d'intérêts, afin de maintenir son objectif d'une inflation à 2%.

Elle continue pour l'heure d'anticiper une croissance de l'économie à un rythme «modeste», et, à l'issue de sa dernière réunion en décembre, avait maintenu ses taux entre 1,50% et 1,75%. Elle les avait auparavant baissés à trois reprises, alors que le président, Donald Trump, Fed se réunit de nouveau les 28 et 29 janvier.

AUTOMOBILE

Le marché russe : pessimisme pour 2020

Après deux années de rebond, le marché automobile russe est reparti à la baisse en 2019 et les industriels du secteur ont dit hier craindre une nouvelle année morose en 2020, sur fond de ralentissement économique du pays.

Avec un recul de 2,3% en 2019, les ventes de voitures neuves et d'utilitaires se sont établies à 1,76 million d'unités et la fédération des industriels, l'Association of European Businesses (AEB), s'est montrée pessimiste en disant s'attendre à une nouvelle baisse de 2,1% pour 2020.

«Nous prévoyons des conditions de marché tout aussi difficiles pour l'année actuelle», a noté le directeur du comité automobile de l'AEB, Joerg Schreiber, selon lequel les ventes de voitures devraient baisser à 1,72 million d'unités en 2020.

Cela reste plus qu'en 2016, année noire au cours de laquelle ne s'étaient écoulés que 1,42 million de véhicules, mais c'est aussi bien loin du record de 2012, quand le marché russe écoulait trois millions de véhicules et occupait le deuxième rang européen derrière l'Allemagne. Ce nouveau coup d'arrêt du marché automobile russe, qui sortait de deux années consécutives de reprise avec notamment un rebond de 12,8% en 2018, est en partie dû à l'augmentation de la TVA, passée le 1er janvier 2019 de 18% à 20%.

Mais les constructeurs mettent aussi ces mauvais chiffres sur le compte de la morosité économique en Russie. Le croissance russe est restée atone en 2019, aux environs de 1% sur les trois premiers trimestres de l'année, et le pouvoir d'achat qui a lourdement chuté durant la récession de 2015-2016 peine à se reprendre malgré les promesses d'amélioration des autorités. «L'année 2019 s'est avérée plus compliquée qu'attendue», a déclaré au cours d'une conférence de presse Joerg Schreiber, cité par les agences russes, estimant que le marché automobile russe reste «petit et en dessous de son potentiel».

Le marché russe occupe aujourd'hui le 5e rang européen derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie, a-t-il précisé.

ENERGIE

Total ramène sa trésorerie de Londres à Paris

Le groupe de l'énergie Total va ramener la gestion de sa trésorerie de Londres à Paris, en raison du Brexit et des coûts, et a aussi l'intention d'adopter le statut de «société européenne», a annoncé hier son PDG, Patrick Pouyanné.

«Total va ramener sa trésorerie à Paris», a déclaré le patron du géant pétrolier et gazier lors d'une conférence organisée par l'opérateur boursier européen Euronext dans la capitale

française. «Ilya le Brexit qui joue... il y a aussi le fait qu'on s'est rendus compte que finalement il y a une question de coût», a-t-il expliqué, évoquant aussi une simplification opérationnelle. Le transfert concerne environ 60 à 70 personnes, des opérateurs de trésorerie et des informaticiens, selon lui. Total avait annoncé en 2013 le transfert de Paris à Londres de cette activité - mais aussi de sa communication finan-

cière - suscitant alors des critiques politiques et de la part des défenseurs de la place parisienne.

«On contribue au signal comme quoi la place de Paris est attractive», s'est félicité Patrick Pouyanné mardi. «Nous allons aussi nous transformer en société européenne», a-t-il par ailleurs annoncé.

Ce changement doit encore être approuvé par le conseil d'administration et l'assemblée des action-

naires. Cette modification des statuts, déjà adoptée par des groupes comme Airbus et Constellation, permet à l'entreprise d'exercer ses activités dans tous les Etats membres de l'Union européenne sous une forme juridique unique.

«D'un point de vue strictement juridique ça ne change pas grand chose» mais «je pense que c'est bien que les grands groupes européens montrent leur foi dans l'Europe».

BANQUE

La réduction des coûts sera déterminante en 2020

Les banques européennes, et particulièrement françaises, devront accélérer la réduction de leurs coûts en 2020, a estimé hier l'agence de notation S&P Global Ratings, une «nécessité» pour préserver leur rentabilité éprouvée notamment par l'environnement de taux bas durable.

«Les grandes banques seront amenées à adopter cette stratégie et le plus important sera le rythme de ces ajustements», les taux bas rendant ces ajustements «plus pressants», a déclaré Nicolas Malaterre, directeur en charge du secteur bancaire français, lors de la conférence de presse annuelle de l'agence de notation.

En France, les groupes bancaires «ont pris un peu de retard», estime l'analyste soulignant que les réseaux d'agences bancaires dans l'Hexagone sont «moins restructurés» par rapport aux autres pays européens.

De fait, la densité d'agences bancaires en France a légèrement diminué entre 2014 et 2018, passant de 57 à 55 agences pour 100.000 habitants.

Portugal, qui avait une densité d'agences bancaires équivalente, a réduit son nombre d'agences bancaires à 41 pour 100.000 habitants, selon les données de S&P Global Ratings.

La densité moyenne d'agences bancaires en Europe s'élevait à 33 agences pour 100.000 habitants en 2018, les Pays-Bas et le Royaume-Uni se positionnant en bas de tableau avec respectivement 9 et 12 agences pour 100.000 habitants.

Si la chasse aux coûts a été moins importante dans les banques françaises, c'est aussi que celles-ci bénéficient d'un modèle de revenus diversifié.

Gestion d'actifs, services financiers spécialisés (leasing, crédit à la consommation, affacturage, etc.), assurance, banque de financement et d'investissement, «toutes ces activités connexes [leur] permettent de maintenir les choses» et de compenser l'érosion des revenus due notamment aux taux bas, explique Pierre Gautier, responsable analytique Europe de l'Ouest pour S&P Global Ratings.

Les banques françaises «sont dans

un équilibre financier leur permettant d'amortir ces chocs-là, mais elles devront adapter comme les autres leur structure de coûts», nuance-t-il.

Avec une croissance économique plus faible et des taux bas durant au moins deux ans, «la rentabilité des banques européennes n'est pas amenée à s'améliorer», anticipent les experts, d'autant que la faiblesse des taux entraîne des déséquilibres tels que la surévaluation des actifs, notamment immobiliers.

Dans ce contexte, «toutes les options sont regardées par les banques», explique M. Malaterre.

Comme la taxation des dépôts bancaires importants, une pratique particulièrement développée en Allemagne et compris auprès des particuliers, tandis qu'en France, cette facturation est limitée aux entreprises et aux institutions.

Quant à une consolidation du secteur, «les opérations d'envergure ont un environnement peu propice à leur réalisation» et «des bénéfices qui pourraient exister ne sont pas certains», conclut-il.

DJELFA

Vers la promotion de la culture des plantes médicinales

Des démarches sont en cours, à Djelfa, en vue de la promotion de la culture des plantes thérapeutiques et médicinales, au vue de leur dimension agricole, économique, et écologique, a-t-on appris lundi, auprès de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

«Une journée d'études sur le sujet a été animée, ces derniers jours, par des experts de l'Agence nationale pour la conservation de la Nature, suivie par une sortie au niveau d'une exploitation agricole spécialisée dans la culture du safran», a indiqué à l'APS, le chargé du service d'orientation agricole à la DSA, l'ingénieur Essaid Saïd.

L'opportunité a donné lieu, a-t-il ajouté, à la «mise en lumière de l'efficacité agricole et économique, mais aussi écologique de la culture des plantes médicinales, qui, outre, leur rentabilité pour les paysans, sont, également, d'une contribution certaine dans la sauvegarde et diversification du couvert végétal», a-t-il souligné.

La rencontre, abritée par l'Institut de technologie moyen Agricole spécialisé, en présence de cadres des DSA de Djelfa, Laghouat, et Ghardaïa (toutes couvertes par cet institut), a abordé, selon le même responsable, les «différentes essences médicinales adaptées au climat et aux spécificités de la région, dont l'armoise, le thym et le romarin».

M. Essaid Saïd a fait part, à ce titre, d'un effort consenti en vue de l'encouragement de la culture de l'arganier et du caroubier à Djelfa, au vue de leur propriétés thérapeutiques multiples mentionnées, par des experts, à l'occasion de cette journée d'étude scientifique.

«La démarche est inscrite au titre de la mise en application des orientations de la tutelle visant à consacrer les moyens d'assurer une rentabilité économique aux ressources agricoles», a-t-il souligné.

Les participants à cette journée ont, également, présenté nombre d'expériences de ce type réalisées, à l'échelle nationale, et «dont l'adoption à Djelfa pourrait être un succès», a estimé l'ingénieur Essaid.

GUELMA

13 projets d'aménagement global dans la commune de Houari Boumediene

Treize (13) projets d'aménagement global visant l'amélioration urbaine du centre de la commune de Houari Boumediene de la wilaya de Guelma et d'autres groupements urbains secondaires relevant de cette même localité ont été lancés, a-t-on appris lundi du wali Kamel Abla.

Ces opérations, dont le taux d'avancement des travaux varient d'un projet à un autre, ont touché 10 quartiers au centre de la commune Houari Boumediene, située 25 km à l'Ouest de Guelma, ainsi que deux grands groupements d'habitations secondaires, à savoir les villages de Ain El Kherrouba et Ain Amara, a précisé sur place le wali lors d'une visite de travail et d'inspection qu'il a effectuée dans cette localité.

M. Abla a indiqué à l'APS que ces projets, chapeautés par la direction du logement, visent à assurer un saut qualitatif en matière de développement des conditions de vie des habitants et d'amélioration de l'image de cette commune qui regroupe plus de 12.000 âmes.

Il a également souligné que les actions entreprises, dans ce domaine, portent sur le goudronnage des routes et les trottoirs, l'aménagement des réseaux d'assainissement et d'éclairage public, ainsi que certains équipements de proximité.

Les travaux d'aménagement et d'amélioration urbaine, en cours dans cette localité, représentent seulement la partie inscrite au titre du programme de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales ayant mobilisé une enveloppe financière estimée à 505 millions DA, a-t-il ajouté.

Le wali a indiqué, par ailleurs, que cette même commune a bénéficié d'autres montants financiers jugés «considérables» dans le cadre des plans communaux de développement (PCD) et des programmes sectoriels de développement (PSD) destinés à la concrétisation d'autres opérations.

Les taux d'avancement des projets d'aménagement et d'amélioration urbaine varient entre 30 et 60 % au centre de cette commune, devenue un chantier à ciel ouvert, a affirmé le chef de l'exécutif local qui prévoit l'achèvement total de ces travaux «avant la fin du premier semestre de l'année en cours».

De leur côté, les résidents de ces cités ont accueilli favorablement les actions d'aménagement en cours, dont une femme qui a exprimé sa grande joie concernant l'ouverture d'une route menant vers son lieu d'habitation.

«J'attendais depuis de nombreuses années le jour où un véhicule arrive à proximité de mon domicile», a-t-elle confié.

CHLEF

Prévision de récolte de 1.600.000 quintaux d'agrumes

Une récolte prévisionnelle de plus de 1.600.000 quintaux d'agrumes (toutes variétés confondues) est attendue à Chlef, au terme de la présente campagne agricole, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction des services agricoles de la wilaya.

«Une production prévisionnelle de près de 1.604.915 quintaux d'agrumes est escomptée pour cette campagne 2019/2020», a indiqué, à l'APS, le chef du service de production et de soutien technique à la DSA, Youcef Boudjeltia, soulignant que cette prévision «se rapproche de la production réalisée, la campagne écoulée, estimée à 1.620.175 qx d'agrumes».

Selon le responsable, qui s'est félicité que le phénomène de sécheresse des feuilles et de chute des fruits, enregistré dans certains vergers, n'ait pas impacté négativement sur la récolte d'agrumes de cette année, «cette récolte prévisionnelle se répartie à raison de 1.268.160 qx d'oranges (tous types confondus), 315.630 qx de mandarines, et plus de 21.000 qx de citron», a-t-il détaillé.

Il a, néanmoins, fait part d'un «léger recul» constaté dans le rendement à l'hectare de certaines variétés d'oranges, à l'exemple de la Hamlin (240qx/ha), et des Thomson et Washington (270qx/ha). A noter que de nombreux agrumiculteurs de la wilaya avaient exprimé leurs craintes, au début de la campagne de récolte, quant à l'impact du phénomène de



sécheresse des feuilles et de chute des fruits sur la production de cette année, mais ils ont été vite rassurés par la Station régionale de protection des végétaux, qui avait affirmé qu'il s'agissait d'un «phénomène physiologique sans aucune relation avec un quelconque maladie végétale ou virus».

Selon les spécialistes du domaine, «cette manifestation est intimement liée aux changements brusques des températures, soit le passage brusque du froid au chaud,

qui accélèrent la déshydratation et dessèchement des feuilles, puis la chute des feuilles». La solution préconisée en la matière est l'installation de paravents, et une irrigation régulière soutenue par l'usage des engrais, au niveau des vergers agrumicoles. La wilaya compte un verger agrumicole d'une superficie globale de près de 6.534 ha, dont 5.681 ha productifs, au moment où le reste (près d'un millier d'hectares) sont des surfaces renouvelées, ces dernières années.

EL-OUED

Plus de 20 artisanes présentes au Salon de l'artisanat de la femme rurale des régions frontalières

Plus d'une vingtaine d'artisanes prennent part au salon de l'artisanat traditionnel de la femme rurale des régions frontalières de la wilaya d'El-Oued, organisé hier à la salle omnisports de la commune de Taleb-Larbi.

Cette manifestation de trois jours enregistre une participation d'artisanes des communes de la bande frontalière, à savoir Taleb-Larbi, Ben-Guecha et Douar El-Ma, dans le cadre d'un programme d'activités de la Chambre de l'Artisanat et des Métiers (CAM) d'El-Oued

visant la valorisation du potentiel de la femme rurale, a indiqué à l'APS le directeur de la CAM, Bachir Tahraoui.

Les produits exposés représentent des articles de broderie, de couture et de tissage traditionnels tels que le burnous, la Kachabia et les tapis, réalisés soit manuellement soit à l'aide d'équipements traditionnels (métiers à tisser).

Ils portent aussi sur des plats populaires de la région, très répandus chez les populations nomades et rurales, qui constituent

la majeure partie des habitants de la bande frontalière sur le territoire de la wilaya d'El-Oued.

La CAM a arrêté, dans ce cadre, un programme visant l'accompagnement des artisanes de la bande frontalière, à travers des facilitations et stimulants leur permettant d'accéder au monde de la production et de contribuer à l'économie locale, a souligné M.Tahraoui.

Parmi les initiatives entreprises, l'octroi à une cinquantaine d'artisanes de titres de qualification et à une trentaine d'autres

des crédits de soutien pour l'acquisition de matières premières nécessaires à leurs projets, et ce en coordination avec l'Agence nationale du microcrédit (Angem).

Pour le directeur de la CAM d'El-Oued, cette stratégie vise la préservation et la pérennité de ces métiers, sachant que l'Artisanat traditionnel représente, en plus d'être une facette du legs socio-culturel, un moyen d'encourager l'émergence de familles productrices et un apport à l'impulsion du tourisme dans la région.

MÉDÉA

Attribution de plus de 5000 logements au 1^{er} semestre 2020 à Aïn-Djerda

Plus de 5000 logements, en phase d'achèvement, au site immobilier de «Aïn-Djerda», commune de Draa-Smar, à 4 km à l'ouest de Médéa, «seront livrés, dans leur intégralité, au courant du 1^{er} semestre 2020», a déclaré, lundi, en début de soirée, le wali, en marge d'une visite d'inspection sur ce site.

Dans une déclaration à l'APS, le chef de l'exécutif, Abass Badaoui, a affirmé que «l'ensemble des projets d'habitat actuellement en cours de construction au sein du site de Aïn-Djerda, totalisant pas moins de 5500 unités, dont 1300 logements location-vente, 2400 logements promotionnels aidés (LPA) et 1500 logements publics localisés (LPL), seront livrés, au plus tard, fin avril prochain, suivant le calendrier de

réception arrêté par les maîtres d'œuvre de ces projets».

En prévision de la distribution de ce quota important de logements, qui devrait intervenir, selon le wali, dès l'achèvement des travaux d'aménagement extérieur et la livraison des structures annexes, qui enregistrent un taux d'avancement «appréciable», les entreprises engagées sur le site ont été invitées à «accélérer la cadence» des travaux pour éviter un éventuel retard, notamment en cette période hivernale. Une cellule de suivi est installée en permanence au niveau de ce site pour veiller sur le respect des engagements pris par les entreprises de réalisation, mais également s'assurer de la qualité des travaux d'exécution et relever tout obs-

taclé susceptible d'avoir un impact sur le calendrier de réalisation des projets implantés sur place, a-t-il fait observer. Selon ce même responsable, plusieurs structures annexes, incluses dans le cadre du plan d'aménagement de cette cité intégrée, sont «en phase d'achèvement» et devraient être «fonctionnelles», dans les tous prochains mois. Il a tenu à préciser, toutefois, que l'exploitation des infrastructures éducatives réalisées sur site, en l'occurrence six groupes scolaires et un lycée de 1000 places pédagogiques, «ne pourra intervenir qu'à partir de la prochaine rentrée scolaire, afin d'éviter toute perturbation dans la scolarité des enfants des bénéficiaires».

ORAN Echouage d'un dauphin océanique à Cap Blanc

Un globicéphale, une espèce de dauphin océanique, a échoué lundi sur une plage rocheuse à Cap Blanc (Aïn El Kerma), a-t-on appris de l'association écologique marine Barbarous.

«Le cétacé, dont la taille est nettement supérieure au dauphin commun, est rarement observé sur les côtes oranaises», a indiqué à l'APS Amine Chakouri, secrétaire général de l'association, précisant que le globicéphale échoué est un jeune mâle d'une longueur de 7 mètres.

Concernant les éventuelles causes de l'échouage du mammifère, le responsable, qui s'est déplacé sur les lieux, avec une équipe du département de biologie marine de l'Université d'Oran pour faire des prélèvements, a expliqué que le dauphin présente plusieurs blessures sur différentes parties de son corps. «Toutefois, il n'est pas possible de savoir si ces blessures ont été causées avant ou après la mort



de l'animal», a-t-il expliqué, notant qu'un échouage d'un cétacé de cette taille n'est jamais naturel.

En effet, ces mammifères marins sont d'une grande taille. Contrairement aux dauphins communs, ils sont

en partenariat avec l'Université d'Oran, tente de créer une base de données sur les échouages enregistrés sur les côtes oranaises dans la perspective de lancer un réseau de surveillance dans les années à venir. Les échouages de cétacés et de tortues marines sont archivés avec des photos et des informations sur les animaux et les éventuelles causes de l'échouage.

L'Algérie est l'un des pays ayant ratifié l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer noire, de la méditerranée et de la zone atlantique adjacente (ACCOBAMS). L'accord signé par 29 autres pays vise à réduire les menaces qui pèsent sur les cétacés par l'amélioration des connaissances sur ces mammifères.

HÔPITAL DE SKIKDA Suspension des interventions chirurgicales faute de spécialistes

La direction de l'établissement hospitalier Abderrezak-Bouhara de Skikda a décidé de suspendre son planning hebdomadaire d'interventions chirurgicales en raison du manque de médecins spécialistes, a-t-on appris lundi de son directeur, Aïssa Zermane.

«Cette décision a été prise eu égard au grand déficit dont pâtit l'hôpital Abderrezak-Bouhara en matière de spécialistes et plus particulièrement d'anesthésistes et de réanimateurs», a déploré ce responsable, soulignant que les trois médecins présentement en poste au sein de cet établissement ne peuvent qu'assurer le bon fonctionnement des urgences chirurgicales et des gardes médicales.

Il a expliqué que sur les 8 anesthésistes et réanimateurs qu'em-

ploie l'hôpital, 4 sont en arrêt de maladie alors qu'un cinquième a pris un congé sans solde.

«Les trois spécialistes restants veillent à assurer la permanence dans tous les services de l'hôpital et sont actuellement soumis à de fortes pressions, c'est pourquoi il a été décidé de reporter toutes les interventions chirurgicales précédemment programmées à une date ultérieure», a-t-il ajouté. Le même responsable a également révélé qu'afin de pallier au manque de personnel médical et d'alléger la pression que subit l'hôpital, le directeur de la santé de la wilaya de Skikda avait décidé de lui affecter 2 médecins relevant de l'hôpital d'Azaza et de l'ancien hôpital de la ville de Skikda, seulement ces 2 derniers ont à leur tour présenté des arrêts de maladie.

Face à la situation que traverse l'hôpital Abderrezak Bouhara, Zermane a appelé à faire preuve de compréhension en attendant de trouver une solution radicale «dans les plus brefs délais», assurant à cet effet que tout le staff administratif, médical et paramédical et autres corps communs, œuvrent à ce que cet établissement puisse remplir son rôle auprès des malades.

Il est à noter qu'au cours de l'année 2019, pas moins de 7.200 interventions chirurgicales relevant de diverses spécialités médicales ont été effectuées à l'hôpital Abderrezak Bouhara de Skikda.

Durant la même période, la maternité de cet établissement de santé a recensé la naissance de 6.640 nouveau-nés, dont 3.323 par césarienne.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 43 morts et 1307 blessés durant la dernière semaine

Quarante-trois (43) personnes sont mortes et 1307 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus à travers le territoire national durant la période allant du 5 au 11 janvier 2020, selon un bilan publié hier par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de M'sila où 7 personnes sont décédées et 56 autres blessées dans 34 accidents de la route, précise la même source.

Par ailleurs, les services de la Protection civile sont intervenus, durant la même période, pour l'extinction de 588 incendies urbains et divers.

BLIDA 2 morts, intoxiqués au monoxyde de carbone

Deux personnes d'une même famille (un père et sa fille) ont trouvé la mort, hier à Blida, intoxiqués au monoxyde de carbone (CO), tandis qu'une autre victime (sa femme) est actuellement hospitalisée au service de réanimation à l'hôpital «Brahim Tirichine», de Blida, a-t-on appris des services de la Protection civile.

Les éléments de l'unité principale de la Protection civile sont intervenus hier aux alentours de 6h00 dans le quartier Abdelmoumen (commune de Blida) pour secourir des personnes intoxiquées au CO, a précisé la même source, signalant le décès d'un homme (33 ans) et de sa fille (4 ans), tandis que l'épouse (25 ans) a été hospitalisée au service de réanimation.

Les corps sans vie des deux victimes n'ont pas encore été transférés, en raison de l'enquête de la police menée sur les lieux, a-t-on ajouté.

La cause de ce drame est l'inhalation des émanations du monoxyde de carbone se dégageant d'un chauffe-eau installé dans la douche et d'un chauffage fonctionnant avec une bouteille de gaz de butane qui se trouvait dans la chambre à coucher.

BORDJ BOU-ARRERIDJ 2 morts dans un carambolage à Aïn Taghourt

Deux (2) personnes ont trouvé la mort et vingt deux (22) autres ont été blessées dans un carambolage de véhicules à l'intersection Est-Ouest dans son segment traversant Aïn Taghourt à Bordj Bou Arreridj, a-t-on appris hier des services de la Protection civile.

L'accident est survenu hier matin sur l'autoroute Est-Ouest en allant vers Sétif, entre la commune d'Aïn Tessa et l'échangeur de la commune d'Aïn Taghourt, a précisé le commandant, Ali Dahmane Rabah, précisant que l'accident a causé la mort de deux personnes et des blessures de divers degrés à 22 autres personnes.

Les unités principales et secondaires de la Protection civile de la capitale des Biban sont intervenues pour secourir, sur place et évacuer, par la suite les blessés vers la clinique d'Aïn Taghourt et l'hôpital Lakhdar Bouzidi au chef lieu de wilaya, a-t-on noté ajoutant que les dépouilles ont été acheminées vers la morgue de l'hôpital de Bordj Bou Arreridj.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes de ce drame, a-t-on encore indiqué.

Au cours des dernières 48 heures, six (6) décès et vingt trois (23) blessés dans des accidents de la circulation sur l'autoroute Est-ouest, dans son segment traversant Bordj Bou Arreridj ont été recensés.

EL-OUED

Les travailleurs du Trésor réclament une amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles

Les travailleurs du Trésor de la wilaya d'El-Oued ont observé lundi un sit-in devant le siège de leur institution pour réclamer l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles.

Deuxième du genre en moins d'une semaine, ce mouvement de protestation des travailleurs du Trésor de la wilaya et des Recettes de 13 communes ainsi que de l'hôpital intervient «après épuisement des canaux de dialogue» engagés par la section syndicale des travailleurs du Trésor, affiliée à l'UGTA, avec l'administration de tutelle durant plus de trois mois en vue de faire aboutir leurs doléances, a indiqué à l'APS le secrétaire de la section syndicale, Lamine

Amamra. M. Amamra a appelé, à cette occasion, à «corriger les carences et à améliorer les conditions socioprofessionnelles des travailleurs du secteur pour garantir une amélioration du service public». Les protestataires ont, lors de ce mouvement, appelé à «réhabiliter» les travailleurs du Trésor public à travers, selon eux, «l'octroi des droits professionnels légitimes garantis par la loi», notamment ceux liés à «la prime de zone, les stages de promotion et la garantie de la protection réglementaire, administrative des trésoriers et des travailleurs des Recettes communales», en sus d'autres revendications socioprofessionnelles. Le trésorier de la wilaya d'El-Oued, Rachid Hamli, a

indiqué, pour sa part, que sa responsabilité se limite à «la gestion technique du Trésor et que le traitement des préoccupations soulevées incombe aux autorités de tutelle», avant d'ajouter «qu'un rapport sur ces

doléances question a été soulevé aux instances concernées». Les structures du secteur (Trésor de wilaya, 13 Recettes communales et la Recette de l'hôpital, comptent plus de 300 travailleurs).

TELEGHMA (WILAYA DE MILA) Des citoyens réclament le raccordement de leurs foyers au gaz naturel

Des dizaines de citoyens résidant dans les agglomérations secondaires Smara et Kebaba dans la commune de Telegghema (Sud de la wilaya de Mila) se sont regroupés lundi devant le siège de l'APC pour réclamer le raccordement de leurs foyers au réseau de gaz naturel.

Les citoyens ont bloqué la route entre Telegghema et Oued Seggane et se sont regroupés devant le siège de

l'APC pour revendiquer le raccordement au réseau de gaz naturel.

Certains protestataires ont déclaré à l'APS que leur mouvement a été motivé par «le grand retard enregistré dans le raccordement de ces deux agglomérations au réseau de gaz, en plus de l'état de dégradation avancée de la route menant à Smara».

Membre de l'assemblée populaire communale (APC) de Telegghema,

Kamel Boudiaf a indiqué qu'une opération de raccordement de six agglomérations de cette commune dont celles de Smara et Kebaba est retenue dans le cadre du programme du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales. Il a ajouté que l'opération est actuellement au «stade des études» et les travaux seront «engagés prochainement».

CHINE

10 disparus et 15 blessés à la suite de l'effondrement d'une route à Xining

Les opérations de secours sont en cours après que dix personnes ont été portées disparues et 15 autres blessées à la suite de l'effondrement d'une route survenu lundi dans la province chinoise du Qinghai (nord-ouest), ont annoncé hier matin les autorités locales. L'accident s'est produit vers 17h30 alors qu'un tronçon de la rue Nandajie dans la ville de Xining, capitale du Qinghai, s'est effondré.

Un autobus est tombé dans le trou et une explosion s'en est suivie, ont indiqué les autorités locales.

Nandajie est une rue principale à forte circulation de la ville. Les secouristes sont toujours à la recherche des personnes disparues. Les autorités locales avaient précédemment signalé deux disparus et 13 blessés. Les blessés reçoivent des soins et ne sont pas dans un état critique, selon le bureau de gestion des urgences de la ville. La cause de l'accident fait l'objet d'une enquête.

PÉROU

6 touristes arrêtés pour avoir endommagé le Temple du Soleil

Six touristes étrangers ont été arrêtés au Pérou pour être entrés dans des secteurs interdits du Machu Picchu et avoir endommagé le Temple du Soleil qui fait partie du célèbre site archéologique inca, a annoncé la police lundi.

Ces touristes, quatre hommes et deux femmes venant du Brésil, d'Argentine, de France et du Chili, ont été interpellés dimanche dans le Temple du Soleil par les gardiens du site et des policiers, a précisé la police. «Les six touristes sont en état d'arrestation et sont l'objet d'une enquête du Parquet pour atteinte présumée au patrimoine culturel», a déclaré le colonel Wilbert Leyva, chef de la police pour le département de Cusco, dans le centre du Pérou, où se trouve le Machu Picchu. La loi péruvienne prévoit des peines d'au moins quatre ans de prison pour toute personne qui endommage le patrimoine culturel national.

Selon le responsable policier, les autorités ont constaté dans le Temple du Soleil qu'un bloc de pierre avait été brisé, s'était détaché d'un mur et avait endommagé le sol de l'édifice.

En plus d'être entrés dans des secteurs interdits et d'avoir causé des dégâts, les touristes sont soupçonnés d'avoir souillé le Temple du Soleil car des matières fécales y ont été découvertes, a indiqué la direction régionale de la culture à Cusco, capitale du département.

Le site du Machu Picchu, une citadelle inca, se trouve sur le sommet d'une montagne de 2.400 mètres d'altitude, à environ 80 kilomètres au nord-ouest de la ville de Cusco. Il est inscrit depuis 1983 au patrimoine de l'humanité établi par l'Unesco.

Certaines parties du Temple du Soleil sont interdites d'accès en raison de l'état de conservation de l'édifice.

AFGHANISTAN

39 morts et 60 blessés dans des intempéries

Au moins 39 morts et plus de 60 blessés ont été enregistrés au cours des deux dernières semaines en Afghanistan suite aux intempéries, ont indiqué, hier, les services de gestion des catastrophes.

«La plupart des dégâts et la majorité des victimes ont résulté de l'effondrement de toitures à cause des fortes chutes de neige et pluies» dans le sud et l'ouest du pays, a déclaré aux médias Ahmad Tamim Azimi, un porte-parole de l'Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes (ANDMA).

Dans la province de Herat (Ouest), sept membres d'une même famille ont ainsi péri lorsque le toit de leur maison a chuté, a-t-il raconté. «Plus de 300 maisons ont été entièrement détruites ou partiellement endommagées dans les provinces de l'Ouest et de l'Est», a ajouté M. Azimi.

Plusieurs routes principales ont été fermées dans les provinces du Centre et du Nord en raison de la neige. Les sauvetages et acheminements d'aide après des catastrophes naturelles sont souvent entravés par le manque d'équipements en Afghanistan.

La médiocrité des infrastructures rend également difficile l'accès des sauveteurs aux zones isolées.

CÔTE D'IVOIRE

137 enfants «sauvés» de la traite lors d'une opération de police

137 enfants promis au travail dans les champs ou le commerce, voire à la prostitution, ont été «sauvés» lors d'une opération policière menée jeudi et vendredi dans l'est de la Côte d'Ivoire selon le Comité national des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CNS).

Les enfants sauvés sont de nationalité nigérienne, nigérienne, béninoise, ghanéenne et togolaise», a déclaré le commissaire divisionnaire Kouadio Yeboué Marcellin, préfet adjoint de police d'Aboisso (sud-est, frontière du Ghana), dans le texte diffusé par le CNS. Le CNS, qui a financé l'opération, est présidé par la première dame, Dominique Ouattara. «12 trafiquants» ont été arrêtés, selon le texte.

«Selon leur nationalité, ils (les enfants) étaient destinés à la prostitution pour les Nigériennes, le pneumatique (réparation de pneus sur le bord de la route) et le commerce pour les Togolais, les Béninois et les Nigériens (...). L'âge de ces enfants sauvés varie entre 6 et 17 ans». Les policiers ont contrôlé des bus, ciblant les



enfants non accompagnés, mais ils sont aussi intervenus dans des villages: la «première journée a permis de secourir une quarantaine d'enfants découverts en situation d'exploitation et de traite dans les plantations ou exerçant un métier dangereux pour

leur âge», assure le texte. Des recherches sont menées pour retrouver les parents des enfants. «Ce qui fait sa richesse (de la Côte d'Ivoire) c'est son agriculture.

On doit faire de sorte de faire mentir toutes les personnes qui colent cette

image salissante à la Côte d'Ivoire, à savoir que le cacao ivoirien se nourrit de la sueur des enfants.

La place des enfants est à l'école et non dans les plantations.

L'avenir d'une nation appartient à la jeunesse», a ajouté M. Kouadio Yeboué Marcellin, cité par l'agence AFP. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou, premier producteur africain de caoutchouc, est régulièrement sous le feu de critiques de certaines ONG qui estiment que la pauvreté pousse des familles à faire travailler leurs enfants.

La Côte d'Ivoire est aussi considérée comme une importante destination régionale du trafic d'enfants en provenance des pays frontaliers pour le travail dans les champs.

INCENDIES EN AUSTRALIE

1.000 kg de légumes largués dans les airs pour sauver les animaux

Plus de 1.000 kilogrammes de légumes ont été largués dans les airs dans l'Etat de la Nouvelle-Galles du Sud (sud-est de l'Australie) pour aider les animaux à survivre pendant la période des feux de forêts qui ravagent le pays-continent.

«C'est la distribution de nourriture la plus importante que nous ayons jamais fait pour les brush-tailed rock-wallabies», a indiqué le ministre de l'énergie et de l'environnement de l'Etat de la Nouvelle Galles du sud, Matt Kean, ajoutant que cette opération baptisée «Operation Rock Wallaby» s'inscrit dans le cadre des

efforts consentis par le gouvernement local pour venir en aide aux espèces menacées. «Les évaluations initiales des incendies ont montré que l'habitat de plusieurs populations importantes de wallabies a brûlé pendant les feux de brousse récents. Les wallabies survivent généralement à l'incendie lui-même, mais sont ensuite bloqués par une nourriture naturelle limitée, comme le feu détruit la végétation autour de leur habitat rocheux», a-t-il expliqué.

L'«Operation Rock Wallaby» consiste à larguer des caisses de légumes depuis des hélicoptères pour

sauver la faune locale, notamment une sous-espèce de wallaby très présente dans cet Etat, qui souffre de la destruction de la végétation par les incendies. La destruction de la végétation et des forêts pourrait être très grave pour cette population de wallabies, déjà considérée comme menacée d'extinction dans cet Etat.

Selon une étude menée par WWF et par le chercheur australien Chris Dickman, de l'Université de Sydney, un milliard et vingt-cinq millions d'animaux auraient déjà péri dans les incendies qui ravagent l'Australie depuis fin août.

BRÉSIL

Une tonne de cocaïne saisie dans un camion-citerne

La police routière brésilienne (PRF) a annoncé lundi avoir trouvé 1,1 tonne de cocaïne dans un camion-citerne près de Brasília, la plus grande quantité de drogue jamais saisie dans la région de la capitale.

«Les policiers ont ouvert la citerne censée transporter de l'huile végétale et ont trouvé 1.100 tablettes d'environ un kilo chacune d'une substance analogue à la cocaïne», a expliqué la PRF dans un communiqué.

Abordé dimanche par les policiers aux environs de Cristalina, à environ 130 km de Brasília, le chauffeur du camion a éveillé les soupçons en raison de sa «nervosité» et

de son «parcours inhabituel». Le chauffeur en question a révélé aux policiers qu'il était parti de Campinas, dans l'Etat de Sao Paulo (sud-est) et qu'il se rendait à Bahia, Etat littoral du nord-est. D'après des données préliminaires obtenues par la chaîne d'information Globonews, les douanes brési-liennes ont saisi plus de 57 tonnes de cocaïne en 2019, un record et une augmentation de 82% par rapport à 2018.

Les saisies les plus importantes ont eu lieu au port de Santos, le plus grand d'Amérique Latine, d'où partent la plupart des cargaisons de drogue à destination d'Afrique et d'Europe.

MEXIQUE

Découverte d'une fosse commune renfermant 29 cadavres

Le parquet de l'Etat mexicain de Jalisco (ouest) a annoncé lundi avoir découvert une fosse commune renfermant les restes d'au moins 29 personnes, dans une zone où 80 cadavres également enterrés illégalement ont été exhumés depuis novembre.

La fosse commune clandestine se trouve dans la municipalité de Tlajomulco, à la périphérie de Guadalajara, capitale de Jalisco, et

deuxième plus grande ville du Mexique. Les travaux d'exhumation se poursuivent, a ajouté le parquet dans un communiqué. Dans deux autres fosses découvertes également à Tlajomulco, 31 corps ont été retrouvés en novembre et 50 autres en décembre. Selon les autorités, la violence dans la région s'est intensifiée depuis mars 2017 après une scission au sein du puissant cartel de la Nouvelle Génération de Jalisco, qui

rivalise également avec des groupes criminels de la ville voisine de Guanajuato pour le contrôle du trafic de carburant.

Selon des chiffres officiels, plus de 3.000 fosses clandestines, soit plus de 5.000 corps, ont été découvertes au Mexique depuis 2006, date à laquelle le gouvernement a lancé une offensive militaire controversée contre le narco-trafic.

FRANCE - RECHERCHE

Mettre des enfants tôt le matin devant un écran favoriserait les troubles du langage

Les enfants exposés aux écrans (télévision, console de jeux, tablette, smartphone, ordinateur) le matin avant l'école ont trois fois plus de risque d'avoir des troubles du langage, selon des chercheurs.

Si en plus, ils discutent «rarement, voire jamais», du contenu des écrans avec leurs parents, ces enfants multiplient par six leur risque d'avoir des troubles du langage, d'après cette étude parue mardi dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de l'agence sanitaire Santé publique France (SpF).

«Ce n'est pas le temps passé devant les écrans, en moyenne vingt minutes le matin, mais le moment de la journée qui a un impact», explique l'une des chercheuses, le Dr Manon Collet de l'université de Rennes, citée par l'agence AFP.

«Cela va épuiser leur attention et les rendre moins aptes aux apprentissages», ajoute-t-elle.

L'étude ne peut pas prouver le lien direct de cause à effet, mais établit un lien statistique certain, renforcé par les résultats de la recherche médicale déjà publiée, poursuit la chercheuse.

L'usage des médias numériques a augmenté au cours de la dernière décennie, y compris pour les jeunes enfants qui ont accès à la télévision, aux ordinateurs, aux consoles de jeux, aux tablettes et aux smartphones, rappellent les auteurs.

Des études ont montré que les jeunes enfants exposés aux écrans avaient moins d'interaction émotionnelle avec leur entourage qui est pourtant nécessaire à leur développement psychomoteur, en particulier le développement du langage.

En France, le développement du langage des enfants est évalué en



médecine scolaire à l'âge de 4 ans, selon une échelle validée par la Haute autorité de santé (HAS).

Des études françaises ont montré que 4 à 6 % des enfants étaient atteints de troubles primaires du langage. L'étude a porté sur 167 enfants atteints de troubles du langage et de 109 qui en étaient indemnes.

Ont été exclus les enfants dont le trouble du langage était dû à des pathologies ou handicaps (prématurité, maladie congénitale, troubles neurologiques, psychiatriques ou de l'audition) ainsi que ceux dont les parents ne parlaient pas français.

Il s'agit d'enfants d'Ille-et-Vilaine, nés entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2012 lorsqu'ils étaient âgés

de 3 ans et demi à 6 ans et demi, tranche d'âge correspondant à la période de dépistage des troubles du langage.

Parmi les enfants présentant des troubles du langage (les «cas»), 44,3% étaient exposés aux écrans contre 22,0% de ceux qui en étaient indemnes (groupe témoin, de comparaison).

«Nous avons constaté que les cas et les témoins qui étaient exposés aux écrans le matin avant l'école étaient trois fois plus à risque de développer des troubles primaires du langage», relève le Dr Collet.

Les enfants dans cette étude passaient en moyenne une heure et quart par jour devant un écran.

CHINE

L'épidémie de pneumonie fait un premier mort

L'épidémie de pneumonie qui sévit dans le centre de la Chine a fait un premier mort, ont annoncé samedi les autorités sanitaires chinoises, lesquelles surveillent une maladie qui serait causée par un nouveau virus de la même famille que le sras (Syndrome respiratoire aigu sévère).

Sur les 41 patients diagnostiqués avec ce nouveau type de coronavirus dans la grande ville de Wuhan (11 millions d'habitants), une personne est décédée, deux ont achevé leur traitement et sept sont toujours dans un état sérieux, a précisé la Commission municipale de l'hygiène et de la santé de Wuhan (centre), où l'épidémie est apparue. Les autorités chinoises avaient indiqué auparavant que 59 personnes étaient touchées par l'épidémie. Celle-ci est apparue fin décembre à Wuhan, faisant craindre initialement une résurgence du sras, qui avait tué 349 personnes en Chine continentale et 299 à Hong Kong en 2002-2003.

La souche jusqu'ici inconnue est un coronavirus, une famille comptant un grand nombre de virus.

«Aucun nouveau cas n'a été détecté depuis le 3 janvier 2020. A l'heure actuelle, aucune infection parmi le personnel médical n'a été diagnostiquée, et aucune preuve claire de transmission entre humains n'a été établie», a ajouté la commission.

Les patients sont principalement des exploitants d'entreprises sur un marché aux poissons à Wuhan, qui a été fermé le 1er janvier en raison de l'épidémie, selon la même source.

Les autorités à Hong Kong, région semi-autonome qui avait été durement touchée par le sras en 2002-2003, a depuis pris des précautions, notamment en intensifiant la désinfection des trains et des avions, et le contrôle des passagers. La Chine a depuis exclu une nouvelle réapparition du sras. L'épidémie survient juste avant la période annuelle de voyage la plus dense du pays, les vacances du Nouvel An lunaire fin janvier, où des dizaines de millions de personnes prennent le bus, le train et l'avion.

A Hong Kong, 48 personnes ont été hospitalisées ces derniers jours après leur retour de Wuhan, selon les autorités locales.

Les patients présentaient des symptômes grippaux, mais il n'a pas été confirmé qu'elles avaient contracté le mystérieux virus. Les vacances à venir ont suscité des inquiétudes à Taïwan, pays où les fonctionnaires ont demandé au ministère de la Santé et des Affaires sociales de renforcer les contrôles de quarantaine dans les aéroports. L'ambassade américaine à Pékin a averti mardi que les Américains qui voyagent dans le pays devraient éviter les animaux et les contacts avec des personnes malades.

BELGIQUE

Un médecin belge suspecté de 9 assassinats dans une unité de soins palliatifs

Un médecin belge soupçonné d'avoir recouru abusivement à des sédatifs pour des personnes âgées en soins palliatifs a été inculpé pour neuf assassinats par un juge de Liège (est), ont indiqué lundi deux avocats.

Les décès remontent à 2017 et 2018.

L'affaire pourrait poser la question de la réglementation de ces sédatifs, jugée floue par certains juristes, dans un pays où à l'inverse l'euthanasie - légale depuis 2002 - est strictement encadrée.

Cette enquête judiciaire a été ouverte à la suite d'une dénonciation émanant du CHR de Huy, près de Liège, où travaillait ce médecin, qui a depuis été

licencié, a expliqué son avocat, Renaud Molders-Pierre, confirmant des informations du journal Le Soir. Les inculpations pour assassinat ont été prononcées en deux temps, selon l'avocat, début 2019 pour quatre cas dénoncés par l'hôpital, puis en décembre pour cinq autres décès jugés suspects par les enquêteurs.

Le médecin, présenté comme «Denis D.», 62 ans, conteste les faits reprochés, a précisé M. Molders-Pierre.

«Il estime avoir toujours travaillé dans l'intérêt de ses patients», et concernant ces neuf décès suspects, de personnes âgées de 85 à 95 ans, il faisait «face à une situation médi-

calement inextricable avec des gens qui allaient mourir à court terme», a affirmé l'avocat.

Les quatre premiers décès seraient intervenus lors du même week-end, au cours duquel Denis D. aurait pris seul la décision de la sédation, en violation de la procédure interne de l'hôpital.

La sédation «palliative» (profonde) consiste en l'administration d'un médicament visant à diminuer la conscience et à soulager la douleur des malades pour lesquels aucun autre traitement n'est efficace.

Elle doit être a priori réservée à des malades dont la mort est jugée proche par le médecin, devant intervenir dans une

à deux semaines, selon des experts.

Reste à savoir dans quelle mesure la décision est concertée.

Concernant Denis D., «la question est de savoir si le cadre légal a été respecté», a fait valoir un autre avocat,

Alexandre Wilmotte. Ce dernier s'est constitué partie civile au nom de la famille d'une septuagénaire décédée en juin 2017 au CHR de Huy.

Une potentielle dixième victime que la justice pourrait imputer aux agissements du médecin. Selon Le Soir, d'autres inculpations pourraient intervenir, visant le Dr Denis D.

ou d'autres employés de l'hôpital qui l'auraient laissé faire.

SELON L'OMS

Un premier cas de «la pneumonie chinoise» identifié en Thaïlande

Un premier cas de la pneumonie chinoise, appartenant à la même famille que le sras, a été identifié en Thaïlande, a annoncé lundi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), précisant qu'il s'agissait d'un voyageur venu de Chine.

Dans un communiqué, l'OMS a indiqué avoir été officiellement informée par les autorités sanitaires thaïlandaises de ce premier cas.

«Compte tenu de l'évolution de la situation, le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, va consulter les membres du Comité d'urgence et pourrait convoquer une réunion de ce comité dans un bref délai», a ajouté l'OMS.

La femme infectée voyageait en provenance du Wuhan, berceau du nouveau virus en Chine, et a été

identifiée par les autorités thaïlandaises le 8 janvier.

Un diagnostic clinique de pneumonie légère a d'abord été posé, puis «des tests de laboratoire ont confirmé que le nouveau coronavirus en était la cause», a détaillé un porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic.

Immédiatement hospitalisée, la femme se remet désormais de la maladie. Jusqu'à présent en Chine, sur les 41 patients diagnostiqués avec ce nouveau type de coronavirus à Wuhan (11 millions d'habitants), un homme de 61 ans est décédé, selon le dernier bilan officiel. Selon les premiers éléments, l'épidémie est en lien avec un marché aux poissons à Wuhan, qui a été fermé le 1er janvier en raison de l'épidémie.

Aucune preuve claire de transmission entre humains n'a été établie, et aucun personnel de santé n'a

été infecté par le virus, souligne l'OMS, qui ne se montre pas surprise par le cas importé en Thaïlande. «La possibilité que des cas soient identifiés dans d'autres pays n'était pas inattendue et renforce la raison pour laquelle l'OMS demande une surveillance active et une préparation continue dans d'autres pays», a souligné l'organisation.

«Le séquençage génétique» du virus que la Chine a mis en partage le 12 janvier «permet à un plus grand nombre de pays de diagnostiquer rapidement les patients», s'est-elle également félicitée. L'OMS juge par ailleurs essentiel que les enquêtes se poursuivent en Chine pour identifier la source de cette flambée et tout réservoir animal ou hôte intermédiaire.

10 exercices infallibles pour faire travailler La mémoire

Avoir une mémoire de poisson rouge n'est pas une fatalité. Il existe des astuces simples pour booster au quotidien sa mémoire et faciliter l'accès à ses souvenirs, tout d'abord, enlevez-vous de la tête les clichés que vous pouvez avoir : non et non, en matière de mémorisation, tout n'est pas question d'avoir une "bonne" ou une "mauvaise" mémoire. L'être humain oublie trop souvent que dans ce domaine, ce qui compte aussi, et surtout, c'est de savoir l'utiliser.

Ne confondez pas votre cerveau avec un disque dur informatique dernière génération, dans lequel tout ce que vous stockeriez serait rapidement accessible et stocké pour longtemps. La mémoire est certes une activité complexe, qui implique différentes activités cérébrales, mais qui s'entretient. Voici 12 conseils pour améliorer et renforcer votre mémoire au quotidien :

1. Méditez

La méditation améliore votre mémoire de travail, une mémoire à court terme que votre cerveau utilise comme un bloc-notes. Il y stocke toute les nouvelles informations avant de les traiter, c'est-à-dire de les oublier ou de les inscrire dans votre mémoire à long terme. La plupart des êtres humains ne peuvent pas retenir plus de sept informations, une donnée qui tendrait à diminuer avec l'âge. La méditation est un moyen de renforcer cette mémoire en vous aidant à faire le tri.

2. Buvez du café

Si l'effet de la caféine sur la mémorisation, ingérée avant d'apprendre de nouvelles informations, est encore sujet à discussion, elle pourrait avoir un effet si elle est ingérée après.

3. Mangez des myrtilles

Une étude menée au Brigham and Women's Hospital, un hôpital américain, a montré qu'une consommation régulière de myrtilles limitait la vitesse à laquelle la mémoire diminuait. Par ailleurs, une autre étude de l'Université de médecine de Plymouth a montré qu'enrichir votre régime alimentaire de ces baies améliorerait votre mémoire spatiale. Les myrtilles sont réputées pour contenir beaucoup de flavonoïdes, qui semblent avoir la capacité de renforcer les connexions neuronales, ce qui pourrait expliquer les bénéfices sur la mémoire.

4. Inscrivez-vous au sport

Qui l'eût cru ? Faire du sport améliore vos capacités à vous souvenir. Si, si. Chez les personnes âgées, il a été prouvé que l'exercice physique régulier réduisait la perte de mémoire. Le sport agit en particulier sur la mémoire spatiale et plus globalement sur vos capacités cognitives. Une, deux, une...

5. Servez-vous de votre boîte mail

C'est souvent au moment où vous devez vous souvenir d'une chose bien précise que vous l'oubliez. Et pourtant vous êtes persuadé de le savoir. Un petit moment d'oubli



qui vous replonge aussitôt dans vos souvenirs d'adolescence, lorsque vous schiez sur une question d'un contrôle, tout ça parce que vous avez ingurgité votre cours la veille, ce qui n'était pas, avouez-le, la meilleure méthode. Pour bien retenir, il faut

mieux lire, par petites touches, l'information à retenir, et espacer dans le temps les fois où vous y êtes confronté.

Un truc infallible : programmez l'envoi de mails à intervalles réguliers avec les informations à retenir.

6. Lisez, regardez, écoutez, réécitez

Même si vous pensez avoir une mémoire plus visuelle qu'auditive, plus vous serez de vos sens, de tous vos sens, plus vous mémoriserez. Lisez, réécoutez, regardez des vidéos à la télé ou sur internet : la clef, c'est de diversifier la façon dont vous accédez à l'information.

7. Mâchez des chewing-gums

Voilà enfin un bon argument à opposer à ceux qui vous comparent à un ruminant : le chewing-gum, c'est bon pour la mémoire. Même si les résultats nécessitent encore d'être consolidés, une étude publiée l'an dernier montre que les participants qui mâchaient du chewing-gum pendant qu'ils apprennent de nouvelles informations étaient plus enclin à les retenir. Mâcher pendant cette phase aurait un effet sur l'hippocampe, une partie du cerveau intimement liée à la mémoire.

8. Faites des liens

On se souvient beaucoup mieux des informations nouvelles lorsqu'elles sont reliées à quelque chose que vous savez déjà. Face à quelque chose de neuf, qui peut paraître complexe, établissez des liens avec ce que vous savez déjà. Ainsi, vous aurez plus de facilités à le stocker et à vous en souvenir.

9. Appropriiez-vous les informations

Outre faire des liens, l'être humain se rappelle mieux des informations qu'il s'approprie. Ne vous contentez pas de répéter par cœur des phrases de quelqu'un d'autre si cette phrase ne vous évoque rien. Reformulez, expliquez-vous ce que vous venez d'apprendre à haute voix, voire à quelqu'un d'autre, pour bien mémoriser.

10. Ne faites pas l'impasse sur le sommeil

Le sommeil est un des facteurs clés de la mémorisation. Sans sommeil, et même si vous respectez les 9 conseils précédents, vous n'améliorerez pas votre mémoire. N'utilisez pas non plus ce prétexte pour faire des grasses matinées interminables le samedi et/ou le dimanche. Même une courte sieste est efficace.

Bien dormir avant et après avoir appris de nouvelles informations vous garantit de les conserver longtemps en tête.

ALZHEIMER : va-t-on vers des sur-diagnostic ?

44 millions de personnes dans le monde souffrent d'une perte importante de leurs capacités cognitives et d'ici 2050, ce nombre devrait être multiplié par trois. Mais les médecins britanniques se demandent si la maladie d'Alzheimer ne va pas souffrir de sur-diagnostic.

Selon les autorités sanitaires britanniques, moins de la moitié des personnes atteintes d'une forme de démence, comme la maladie d'Alzheimer, ont reçu un diagnostic formel. Leur objectif est donc d'inciter au diagnostic afin que les personnes qui ne sont pas encore suivies puissent se voir prescrire un traitement. Car, si la maladie d'Alzheimer ne peut malheureusement pas encore être guérie, son évolution peut être ralentie à l'aide de certains médicaments ou certaines activités encadrées comme le chant ou l'exercice physique.

C'est ainsi que le ministre de la Santé britannique, Jeremy Hunt, s'est fixé comme priorité l'augmentation des taux de diagnostic de démence chez les patients qui n'ont pas de symptômes évidents.

Fixer des objectifs est dangereux

Mais cette volonté des pouvoirs publics inquiète les médecins, qui craignent que cette soudaine volonté de les pousser à diagnostiquer les différentes formes de démence, ne pousse aux sur-diagnostic. «Fixer des objectifs pour le nombre de diagnostic de la maladie d'Alzheimer et dangereux. Le désir de faire grimper les taux pourrait pousser certaines personnes à être diagnostiquées à tort», souligne le Dr Martin Brunet.

La démence n'est pas une maladie spécifique ; derrière ce terme se cache un éventail de maladies et de symptômes associés à une réduction de la mémoire et à une baisse de la capacité à accomplir les différentes activités quotidiennes. La maladie d'Alzheimer représente environ 70 à 80% des cas de démence.

Lors de la dernière réunion du G8 consacrée à la lutte contre la démence, les chercheurs ont souligné que 44 millions de personnes souffrent d'une perte importante de leurs capacités cognitives (soit une augmentation de 22% sur ces trois dernières années) et que d'ici 2050, ce nombre devrait être multiplié par trois.

Illustration: B. B.

HYGIÈNE

Les savons antibactériens seraient inutiles

Les savons bactériens seraient le plus souvent inutiles car on ne se lave pas les mains suffisamment longtemps pour qu'ils puissent faire effet. Pire, utilisés à tort, les savons antibactériens provoquent des résistances microbiennes.

Très à la mode ces derniers temps, les savons antibactériens seraient en fait tout à fait inutile. Tout simplement parce que nous ne nous lavons pas les mains avec assez de minutie et d'attention pour qu'ils puissent faire effet.

Des études font déjà montré : 95% des gens ne savent pas se laver les mains correctement. Pour une hygiène parfaite, nous devrions nous savonner les mains pendant au moins 20 à 30 secondes. Nous devons également veiller à bien laver entre les doigts, sur la paume, bref à tous les endroits en contact avec des surfaces sur lesquelles se déposent les bactéries. «Or, la plupart du temps les gens se contentent d'un savonnage rapide, de 6 secondes en moyenne» explique le Dr Rolf Halden, de l'Université de l'Arizona, qui affirme que les savons antibactériens sont donc inutiles à la maison et devraient être réservés à un usage en milieu hospitalier.

Des savons qui augmentent la résistance microbienne

Selon le médecin, ces savons sont même «dangereux» car, utilisés à tort, ils augmentent la résistance microbienne, ce qui peut rendre difficile les traitements futurs au an-



tibiotiques. «Au cours des 20 dernières années, le nombre de produits d'hygiène contenant du triclosan et du triclocarban, des substances chimiques antimicrobiennes, a grimpé en flèche. Résultat : les trois-quarts des Américains ont maintenant ces substances dans leur urine» insiste-t-il.

La toute puissante Food and Drug administration (FDA, l'agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux), a donc sommé les fabricants de savons antibactériens de prouver l'innocuité et l'efficacité de leurs produits et conseille de se laver les mains au quotidien avec un savon normal.

DIABÈTE : CHANGER DE MODE DE VIE POUR PRÉVENIR LA MALADIE

Surveiller son alimentation et marcher une demi-heure par jour permettent de limiter les symptômes avant-coureurs du diabète et les risques liés à la maladie. La mortalité en serait également réduite.

En cas d'intolérance au glucose, un des signes avant-coureurs du diabète, prendre de bonnes habitudes de vie permettrait d'éviter que la maladie se développe et réduirait la mortalité liée aux troubles cardiovasculaires. Une équipe de chercheurs chinois a mené une étude pendant près de 30 ans en suivant 577 personnes intolérantes au glucose, un état dans lequel la glycémie est supérieure à la normale, mais inférieure à la valeur seuil pour le diagnostic du diabète, ex-

plique l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Parmi les participants à l'étude, publiée par la revue médicale The Lancet Diabetes & Endocrinology, 439 ont accepté de changer leur mode de vie (perte de poids et sport régulier) et 138 ont constitué le groupe témoin. Conclusion : la mortalité globale est de 10% moins élevée dans le premier groupe (28% contre 38%) et les cas d'AVC ou infarctus étaient également réduits : 11% dans le premier groupe et 19,6% dans le second.

Baisse du poids et exercice physique

D'autres résultats sur la question avaient déjà été publiés, mais cette étude est la seule à s'être intéressée à l'influence d'un change-

ment d'habitudes sur la mortalité. «De grandes études en population en Chine, en Finlande et aux États-Unis ont récemment démontré qu'il était faisable d'éviter ou de retarder l'apparition du diabète chez les sujets en surpoids ayant une intolérance modérée au glucose. Une baisse modérée du poids et une demi-heure de marche par jour réduisent de plus de la moitié l'incidence du diabète», indiquait déjà l'OMS, avant de connaître ces travaux.

«Ces résultats fournissent de nouvelles raisons d'utiliser ces interventions comme une mesure de santé publique dans le cadre du contrôle des conséquences du diabète», concluent les chercheurs.

Cancer du sein : la mammographie n'est pas un test parfait

Une nouvelle étude américaine estime que les avantages de la mammographie sont surestimés. En réalité, la mammographie diminue le risque de mourir d'un cancer du sein de 19%. Selon les chercheurs de l'Université de Harvard, les médecins surestiment les avantages de la mammographie et sous-estiment ses risques (notamment les risques de sur-diagnostic). Dans leur dernière évaluation, publiée dans la revue professionnelle Journal of the American Medical Association, ils ont estimé que les mammographies diminuent modestement de 19% le risque de mourir du cancer du sein.

Cette diminution du risque varie malgré tout selon l'âge de la patiente : les femmes de 40 ans ont un risque diminué de 15% tandis que les femmes de 60 ans ont un risque diminué de 32%.

Trop de radiographies ou de biopsies inutiles

«Il y a eu récemment beaucoup de confusion autour du dépistage du cancer du sein. Et nous avons souhaité mettre tout cela à plat, à l'attention des médecins» a expliqué le Dr Lydia Pace, chargée de recherches à l'Hôpital des femmes de Boston et co-auteur de

l'étude avec le Dr Nancy Keating, de l'école de Médecine de Harvard. «Au cours de nos recherches, nous nous sommes rendus compte que les bénéfices des mammographies sont plus petits qu'on ne pensait et que leurs dangers, comme des radiographies à répétition ou les biopsies pour des tumeurs qui s'avèrent non cancéreuses, sont vraiment sous-estimés».

Elles ont calculé que sur un groupe de 10 000 femmes de 50 ans ou plus, qui font une mammographie de dépistage chaque année, seules 5 évitent un décès par cancer du sein. Alors que 6130 auront un résultat «faux positif»

qui nécessitera des radiographies supplémentaires et 940 subiront une biopsie pour une tumeur non maligne.

«En outre, une femme sur 5 va être soignée pour une tumeur qui n'aurait pas été détectée sans la mammographie mais qui ne serait jamais devenue mortelle. C'est pourquoi je vis mes patientes que la mammographie n'est pas un test parfait» insiste le Dr Keating.

«Avant de faire une mammographie, les femmes doivent avoir une vraie discussion avec leur médecin et être capable de comparer les bénéfices et les risques» insiste le Dr Pace

AFRIQUE-ONU

M. Bladehane expose à Dakar la vision de l'Algérie sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU

Le Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale et des Compétences à l'étranger, Rachid Bladehane, a exposé, lundi à Dakar, la vision de l'Algérie sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et souligné son attachement à la position africaine sur cette question.

M. Bladehane intervenait lors des travaux de la huitième réunion ministérielle du Comité des dix chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU (C-10), co-présidée par le Sénégal, pays hôte, et la Sierra Leone en sa qualité de président et de coordonnateur du Comité.

Cette réunion a été consacrée à l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU (IGN), à l'examen des moyens à même de promouvoir davantage la position africaine commune, telle que reflétée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, et au renforcement de la cohésion et de l'unité des Etats membres de l'UA sur la question de la réforme du Conseil de sécurité.

Au cours de cette rencontre, M. Bladehane a exposé la vision de l'Algérie sur la réforme du Conseil de sécurité et souligné son attachement à la position africaine, telle qu'articulée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, ainsi qu'à la mise en œuvre du mandat assigné au C-10 par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA.

M. Bladehane a plaidé en faveur de «la réparation de l'injustice historique que le continent africain a subie et qu'il continue de subir, à savoir son aspiration légitime à occuper deux sièges permanents et deux autres sièges non permanents au sein de cet organe principal de l'ONU, ayant mandat principal le maintien de la paix et de la sécurité internationales».

Dans ce cadre, le Secrétaire d'Etat s'est félicité du «soutien croissant dont bénéficie désormais la position africaine commune de la part d'un nombre important d'Etats membres et de groupes d'intérêt», précisant qu'ils agissent «d'un acquis considérable qui conforte la validité et la justesse de la requête de l'Afrique».

M. Bladehane a, enfin, souligné «la nécessité pour le continent africain de sauvegarder sa cohésion, sa solidarité et son unité, afin de faire progresser la position africaine commune et parvenir à un Conseil de sécurité plus accessible, démocratique et représentatif, en cohérence avec les réalités géopolitiques nouvelles».

A noter que cette huitième réunion ministérielle a été sanctionnée par l'adoption d'un document final qui comporte une série de recommandations visant à «promouvoir et à faire progresser la position africaine commune, laquelle s'articule autour du Consensus d'Ezulwini et de la Déclaration de Syrte, qui prévoit l'octroi à l'Afrique de deux sièges permanents, assortis du droit de veto, ainsi que deux sièges non permanents supplémentaires». Mis en place en 2005, le C-10 a été mandaté par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA de défendre la position africaine dans le cadre du cycle de négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, qui se déroule à New York. Il se compose de l'Algérie, la République du Congo, la Guinée Equatoriale, le Kenya, la Libye, la Namibie, l'Ouganda, la Sierra Leone, le Sénégal et la Zambie.

APS

RÈGLEMENT DE LA CRISE EN LIBYE :

Des progrès en vue de consolider le cessez-le-feu en vigueur

Des progrès ont été enregistrés dans les pourparlers à Moscou destinés à signer un projet de document relatif au cessez-le-feu déjà en vigueur en Libye, dans lequel l'Algérie a joué un rôle central, à la veille de la Conférence de Berlin sur la crise libyenne.

«Un certain progrès a été obtenu», s'est félicité le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse à l'issue de négociations qui ont duré environ sept heures à Moscou en présence de parties libyennes, de la Russie et de la Turquie.

Parallèlement, à l'ONU des discussions étaient en cours sur l'établissement d'une mission d'observation si un tel document relatif au cessez-le-feu était conclu entre les belligérants.

«Pour qu'un cessez-le-feu en Libye soit respecté, il devrait y avoir un mécanisme impartial de surveillance et de mise en œuvre ainsi que des mesures de confiance», a déclaré le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric. Les protagonistes de la crise libyenne, le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale (GNA), Fayez al-Sarraj, et le maréchal Khalifa Haftar, s'étaient déplacés à Moscou pour ces pourparlers, sans la présence de l'ONU, sans toutefois parvenir à la signature formelle du projet d'accord de cessez-le-feu. Fayez al-Sarraj a signé le document, alors que Khalifa Haftar a demandé «un peu de temps supplémentaire» pour réfléchir, a précisé M. Lavrov, tout en assurant que le maréchal considère ce document «de manière positive», même si Haftar a émis certaines réserves.

Les discussions ont impliqué les délégations des deux camps et ont été échauffées par M. Lavrov et le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, ainsi que par leurs homologues turcs, Mevlut Cavusoglu et Hulusi Akar. Le projet d'accord appelle les deux parties à arrêter les hostilités, la formation d'un comité militaire pour établir un lien de communication entre les deux belligérants, ainsi que des mesures réciproques des deux parties pour assurer la stabilité dans Tripoli et les autres villes libyennes.

Un cessez-le-feu acquis suite aux intenses efforts de l'Algérie

Le cessez-le-feu observé en Libye à la faveur d'intenses efforts de la diplomatie algérienne marqués par un large ballet diplomatique à Alger, intervient à la veille d'une Conférence internationale sur la Libye sous l'égide de l'ONU à Berlin, prévue le 19 janvier sous l'égide de l'ONU.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi soir un appel téléphonique de la chancelière allemande Angela Merkel, qui l'a invité à prendre part à la Conférence de Berlin, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Le président Tebboune a accepté cette invitation pour participer à cette Conférence, a



ajouté le texte. A la suite de la réunion de Berlin, le Conseil de sécurité de l'ONU pourrait avaliser ses résultats via une résolution et décider de la mise en place d'une mission d'observation de cessez-le-feu. La demande de cessez-le-feu en Libye «est purement algérienne» en tant que préalable à tout règlement de la crise politique en Libye, avait souligné l'enseignant universitaire en Sciences politiques et relations internationales, Mohamed Salim Hammadi. Le spécialiste en questions sécuritaires a déclaré à l'APS que «l'Algérie du fait qu'elle n'a jamais été partie prenante du conflit en Libye, mais plutôt de la solution, s'est contentée dans le cadre de sa doctrine diplomatique d'établir des contacts et lancer une dynamique, laissant aux parties qui se sont imposées dans ce conflit, le champ pour annoncer le cessez-le-feu».

Expliquant le rôle de l'Algérie dans la concrétisation du cessez-le-feu dans ce pays voisin, M. Hammadi a indiqué que ce rôle est illustré à travers «le message fort» adressé à toutes les parties concernées par le conflit que Tripoli était «une ligne rouge».

M. Hammadi a aussi souligné l'appel d'Algérie à davantage de pression pour imposer un cessez-le-feu et de mettre un terme aux ingérences étrangères qui aggravent la situation. L'Algérie a affirmé à travers ce «message clair» à la communauté internationale, qu'elle «n'adhèrera à aucun processus politique qu'après un cessez-le-feu», d'où la forte mobilisation diplomatique des derniers jours et la convergence vers Alger de plusieurs délégations libyennes et de pays engagés dans les concertations autour de la solution en Libye, a estimé l'analyste.

GOUVERNEMENT EN TUNISIE :

Saïed demande des propositions pour désigner une nouvelle personnalité

Le président tunisien, Kais Saïed, a adressé tard, dans la soirée de lundi, une correspondance aux partis, coalitions et groupes parlementaires, les exhortant à avancer leurs propositions écrites sur la personnalité jugée la plus apte à former le gouvernement, et ce avant le 16 janvier courant, selon un communiqué de la présidence. Il ressort de la correspondance, que cet appel intervient «en application des dispositions du troisième paragraphe de l'article 89 de la Constitution, et après avoir pris connaissance du courrier du président de l'Assemblée des représentants du peuple en date du 10 janvier 2020 portant sur les résultats du vote de confiance au gouvernement». Il y est également énoncé «qu'après avoir pris connaissance de la correspondance de l'ARP datée du 13 janvier 2020 comportant la liste des groupes parlementaires et en application des dispositions de la Constitution, les partis, coalitions et groupes parlementaires sont appelés à avancer leurs propositions sur la personnalité ou les personnalités jugée(s) la, les plus apte(s) à former le gouvernement».



Il s'agit de motiver le choix et les critères retenus, et ce dans un délai proche ne dépassant pas le jeudi 16 janvier courant», ajoute la correspondance. Selon le texte de la correspondance, «avancer les propositions dans les plus brefs délais, permettra d'approfondir les concertations et de respecter le délai tel qu'énoncé dans le troisième paragraphe de l'article 89 de la Constitution». Le parlement n'a pas accordé la confiance au gouvernement de Habib Jemli, avec 134 députés contre, 72 pour et 3 ab-

sentions alors qu'un total de 109 voix était requis pour approuver le gouvernement proposé. Selon l'article 89 de la Constitution, (...) si la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple n'est pas accordée, le président de la République engage des consultations sans un délai de dix jours avec les partis politiques, les coalitions et les groupes parlementaires, en vue de charger la personnalité jugée la plus apte à former un gouvernement dans un délai maximum d'un mois.

GUINÉE :

2 morts lors d'une manifestation de l'opposition

Deux morts ont été enregistrés, lundi, lors d'une manifestation organisée par le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC, composé de partis de l'opposition et de membres de la société civile), à Conakry et à Labé, a fait savoir le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Albert Damantang Camara, dans un communiqué officiel repris par des médias. A Conakry, la victime du nom de Thierno Mamadou Sow était un étudiant âgé de 21 ans et aurait reçu une balle au niveau de la poitrine. Lors de la manifestation du FNDC, des barricades et des troncs d'arbres ont été érigés, de l'huile de vidange déversée sur la chaussée, et les

manifestants ont jeté des pierres sur les biens publics comme privés ainsi que sur les forces de l'ordre, ce qui a entraîné des morts, des blessés et des dégâts matériels, a indiqué le ministre. Selon le communiqué, des troubles ont été enregistrés dans 12 des 131 quartiers de la zone spéciale de Conakry, alors qu'à Labé, située à plus de 500 km au nord-est de Conakry, le siège de la justice a été incendié avec deux véhicules consignés. M. Camara a annoncé l'ouverture d'une enquête pour élucider les circonstances de la mort des deux manifestants. Ainsi, il a précisé que dix personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre.

INCIDENT D'AVION UKRAINIEN: Les responsables du drame seront poursuivis en justice (Rohani)

Le président iranien Hassan Rohani a assuré hier que tous les responsables de la catastrophe aérienne du Boeing ukrainien, abattu «par erreur» le 8 janvier près de Téhéran, causant la mort des 176 passagers à bord, seront poursuivis en justice.

«Pour notre peuple, il est très important dans cet accident que quiconque a été fautif ou négligent à tout niveau» soit poursuivi en justice, a-t-il dit dans un discours télévisé, précisant que «tous ceux qui devraient être punis doivent être punis».

«Le système judiciaire doit former un tribunal spécial avec des juges de haut-rang et des douzaines d'experts (...) le monde entier va regarder», a poursuivi M. Rohani. Après avoir démenti l'hypothèse selon laquelle l'avion d'Ukraine International Airlines ait pu être abattu par un missile iranien, les forces armées iraniennes ont reconnu leur responsabilité dans ce drame, évoquant une «erreur humaine». Parmi les 176 victimes de la catastrophe se trouvaient en majorité des Iraniens et des Canadiens.

Rohani demande un «tribunal spécial» chargé de l'enquête

Le président iranien, Hassan Rohani, a demandé mardi aux



autorités judiciaires de former un «tribunal spécial» chargé d'enquêter en profondeur sur le récent crash d'un avion de ligne ukrainien au sud de Téhéran, selon des médias locaux.

«L'Autorité judiciaire devrait établir un tribunal spécial avec un juge principal et des dizaines d'experts. Cette affaire n'est pas commune. Le monde entier nous regarde», a dit M. Rohani lors d'une émission en direct

sur la télévision d'Etat.

Un Boeing 737-800 de la compagnie Ukraine International Airlines s'est écrasé le 8 janvier près de Téhéran, tuant les 176 personnes à bord, dont des passagers canadiens et ukrainiens. Téhéran a depuis admis que l'appareil avait été abattu suite à une «erreur humaine». M. Rohani a en outre loué l'armée iranienne pour s'être montrée «franche» à pro-

pos de son «erreur», parlant d'un premier pas et jugeant que d'autres devraient également être accomplis pour faire toute la lumière sur

Des arrestations dans le cadre de l'enquête

Plusieurs personnes ont été arrêtées en Iran dans le cadre de l'enquête sur l'incident du Boeing ukrainien abattu par erreur près de Téhéran, ont rapporté mardi des médias citant un responsable judiciaire.

Le président iranien, Hassan Rohani, a assuré mardi que tous les responsables de la catastrophe aérienne du Boeing ukrainien, abattu par erreur le 8 janvier près de Téhéran, tuant les 176 passagers à bord, seraient traduits en justice. «Pour notre peuple, il est très important dans cet accident que quiconque a été fautif ou négligent à tout niveau» soit poursuivi en justice, a-t-il dit dans un discours télévisé, précisant que «tous ceux qui devraient être punis doivent être punis».

LIBAN: Nouvelles manifestations contre le retard pour la formation d'un gouvernement

Les Libanais manifestaient à nouveau hier pour protester contre le retard mis dans la formation d'un nouveau gouvernement, au 90ème jour d'un mouvement de contestation sans précédent, ont rapporté les médias. Sous le slogan «la semaine de la colère», les manifestants qui réclament depuis le 17 octobre le départ de la classe dirigeante accusée de corruption et d'incompétence, ont coupé des axes routiers à l'aide de bennes d'ordures et de pneus brûlés, selon des chaînes locales. Le Liban est sans gouvernement depuis la démission fin octobre du Premier ministre Saad Hariri, tandis qu'un nouveau cabinet peine à voir le jour depuis la désignation le 19 décembre du nouveau Premier ministre

Hassan Diab. La situation économique et financière, déjà largement précaire avant le début du mouvement de protestation, n'a eu de cesse de se dégrader ces dernières semaines, sur fond de restrictions draconiennes sur les retraits bancaires et d'une dévaluation d'environ 40% de la monnaie nationale sur le marché parallèle ayant provoqué un bond des prix.

A Hasbaya (sud-est), dans le Akkar (nord), ou à Beyrouth, les manifestants ont appelé à la formation immédiate d'un gouvernement de technocrates indépendants des partis au pouvoir, qu'ils accusent d'avoir laissé sombrer le pays dans la crise.

Des colonnes de fumée provenant des pneus incendiés étaient visibles sur plu-

sieurs axes routiers à travers le pays. Des étudiants ont organisé des sit-in notamment à Tripoli et à Habsaya. «Tous les étudiants vont retourner dans la rue. Et que le pouvoir assume les conséquences», a lancé un étudiant sur une chaîne locale à Tripoli. «Notre mouvement était jusqu'ici pacifique et pourtant nous nous faisons tabasser. Cette fois nous ne quitterons pas la rue», a renchéri une manifestante à Jdeid.

Ces dernières semaines, les banques ont imposé des plafonds aux retraits. La Banque mondiale a averti en novembre que la moitié de la population pourrait sombrer dans la pauvreté. Le pays croule sous une dette avoisinant les 90 milliards de dollars, soit plus de 150% du PIB.

ONU/YÉMEN: Environ 80% des habitants ont besoin d'une assistance vitale

Environ 80% des Yéménites ont besoin d'une aide vitale, a déclaré lundi Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres.

«L'opération humanitaire au Yémen reste la plus importante du monde, avec 24 millions de personnes - environ 80% de la population - qui ont besoin d'une assistance vitale», a indiqué M. Dujarric lors de la conférence de presse quotidienne.

«Environ 7,4 millions de personnes ont besoin d'une assistance nutritionnelle, dont 2,1 millions d'enfants de moins de cinq ans et 1,1 million de femmes enceintes et allaitantes qui ont besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë», a-t-il ajouté.

«À la date du 8 janvier, près de 861.000 cas suspects de choléra avaient été signalés depuis 2019, touchant 324 des 333 districts du Yémen», a précisé le porte-parole. «Quelque 3,6 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, dont près de 400.000 nouvellement déplacées en 2019», a conclu M. Dujarric. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté lundi une résolution prorogant pour six mois le mandat de la mission de l'ONU pour soutenir l'accord de Hodeida entre le gouvernement yéménite et les rebelles houthis. La résolution 2505, qui a obtenu le soutien unanime des 15 membres du Conseil de sécurité, prolonge le mandat de la mission de l'ONU au Yémen jusqu'au 15 juillet 2020.

CHINE-HONG KONG La Chine confirme l'interdiction d'entrée à Hong Kong du chef de Human Rights Watch

La Chine a confirmé lundi avoir interdit à Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch (HRW), d'entrer à Hong Kong.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Geng Shuang, a fait cette déclaration lors d'un point de presse lorsqu'il lui a été demandé de confirmer ces informations et de dire si le gouvernement central chinois a ordonné au gouvernement de la Région administrative spéciale (RAS) de

Hong Kong d'agir ainsi.

Selon lui, le gouvernement central chinois et le gouvernement de la RAS de Hong Kong ont toujours traité des affaires liées à l'entrée et à la sortie de la frontière conformément à la loi et la Chine a le droit souverain d'accorder ou de refuser l'entrée à une personne.

Un grand nombre de faits et de preuves montrent que certaines ONG ont soutenu des éléments anti Chine à Hong Kong à tra-

vers divers moyens, les ont encouragés à commettre des actes criminels violents extrêmes et ont incité les activités séparatistes pour «l'indépendance de Hong Kong», a fait remarquer M. Geng, ajoutant que ces ONG étaient en grande partie responsables du chaos à Hong Kong.

Ces organisations doivent être sanctionnées et payer le prix de ce qu'elles ont fait, a affirmé le porte-parole.

APS

NUCLÉAIRE IRANIEN: 3 pays européens déclenchent une procédure contre Téhéran

Les trois pays européens cosignataires de l'accord sur le nucléaire iranien, France, Grande-Bretagne et Allemagne, ont déclenché hier le mécanisme de règlement des différends prévu dans le texte afin de contraindre Téhéran à revenir au respect de ses engagements, ont annoncé leurs chefs de la diplomatie dans un communiqué commun. «Ce faisant, nos trois pays ne rejoignent pas la campagne visant à exercer une pression maximale contre l'Iran», ont-ils ajouté, laissant entendre qu'ils ne voulaient pas se joindre à la politique de sanctions des Etats-Unis.

Selon la même source, les pays européens ne veulent pas privilégier les sanctions contre l'Iran et cherchent «bien au contraire à sauver l'accord sur le nucléaire».

«Nous agissons en toute bonne foi avec l'objectif primordial de préserver l'accord et dans l'espoir sincère de trouver une solution pour sortir de l'impasse par le biais d'un dialogue diplomatique constructif, tout en restant dans son cadre. Nous espérons ramener l'Iran au plein respect de ses engagements au titre du JCPOA», ont souligné Jean-Yves Le Drian, Heiko Maas et Dominic Raab.

Ils ont réitéré toutefois leur attachement au texte, rejetant l'appel du président américain Donald Trump à en sortir.

Outre les trois pays européens, la Russie et la Chine sont aussi parties à l'accord. «Nous demeurons convaincus que cet accord historique et sa contribution en matière de non-prolifération servent nos intérêts de sécurité communs et renforcent l'ordre international fondé sur des règles», insistent Paris, Londres et Berlin. Le 5 janvier, Téhéran a annoncé la «cinquième et dernière phase» de son plan de réduction de ses engagements nucléaires en riposte à la sortie des Etats-Unis de l'accord en 2018 et au rétablissement de lourdes sanctions américaines qui ébranlent l'économie iranienne. L'Iran a affirmé qu'il ne se sentait plus tenu par aucune limite «sur le nombre de ses centrifugeuses» utilisées pour la production de combustible nucléaire.

DÉNUCLÉARISATION DE LA PÉNINSULE CORÉENNE : Le rôle de la Chine est important (Moon)

Le rôle de la Chine a été et sera très important dans la dénucléarisation de la péninsule coréenne et l'établissement d'une paix permanente, a déclaré hier, le président sud-coréen Moon Jae-in. «La Chine a apporté une très grande aide jusqu'à présent et je lui en suis reconnaissant», a signifié le président Moon lors d'une conférence de presse télévisée à l'occasion du Nouvel An à la Maison-Blanche, siège de la présidence.

Le chef d'Etat sud-coréen a déclaré que son pays «coopérerait avec la Chine pour la laisser continuer à jouer un rôle utile jusqu'à ce que la péninsule coréenne soit complètement dénucléarisée et qu'une paix durable s'y établisse».

L'année 2022 marquera le 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Corée du Sud. Moon a promis d'accélérer la coopération avec Pékin en cherchant à trouver un terrain d'entente entre l'Initiative la Ceinture et la Route (ICR) proposée par la Chine et les projets sud-coréens envers l'ASEAN (Nouvelle politique du Sud) et l'Eurasie (Nouvelle politique du Nord).

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE DRARIA
COMMUNE D'EL ACHOUR

L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE l'avis d'appel d'offre N°06/2019 NIF: 41000200001608501053

Opération :

Conformément à l'article 65/2, du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations des services public.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'El Achour informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ci-dessus portant :

« Travaux d'Aménagement et de revêtement de la voirie des quartiers les grands vents commune d'EL ACHOUR »

Qu'après la réunion de la commission d'ouverture et d'évaluation des offres des soumissionnaires, l'avis d'appel d'offre a été attribué provisoirement au soumissionnaire cité dans le tableau Ci-dessous.

N°	Opération	Entreprise Retenue	Montant En tte DA	Délai D'exécution	NIF	Critère de choix
01	Travaux d'Aménagement et de revêtement de la voirie des quartiers les grands vents commune d'EL ACHOUR	E.T.B.H.P DERMACH E SADEK	42.831.075,00D A	06 mois	197173100905181	OFFRE MOINS DISANTE

NB: pour les soumissionnaires qui veulent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de l'affichage de l'avis d'attribution provisoire

Pour Les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours dans un délai de 10 jours à compter de la première publication du présent avis d'attribution provisoire. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire le recours est prolongée au jour .

DK NEWS

Anep : 2016000871 du 15/01/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DU LOGEMENT DE LA WILAYA DE BLIDA
NIF : 001309015002170

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE N° 01/2020

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

Projet : travaux de réhabilitation du parc immobilier dans le cadre du compte d'affectation N° 302-14 intitulé à fonds spéciale * Daira de Boufarik *****

Lot n° 01 : cité 100 logements frères Yekhllef – Soumaa (7 blocs) bâtiment : 1-2-3-4-5-6 et 7.

Lot n° 02 : cité 100 logements frères Yekhllef – Soumaa (6 blocs) bâtiment : 8-9-10-11-12 et 13

Concernant l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale N° 09/2019 du 20/11/2019. Suite à la commission d'évaluation des offres financière N°18/2019 du 09/12/2019.

La direction du logement de la wilaya de BLIDA informe l'attribution provisoire de la convention suivante :

Projet	Entreprise	Numéro identification fiscal NIF	Montant de l'offre	Montant après correction	Délai	Note technique
Lot n° 01 : cité 100 logements frères Yekhllef – Soumaa (7 blocs) bâtiment : 1-2-3-4-5-6 et 7.	Rechaigui Kamel	171091000140168	3 213 115,95	3 193 395,23	60 jours	57,00
Lot n° 02 : cité 100 logements frères Yekhllef – Soumaa (6 blocs) bâtiment : 8-9-10-11-12 et 13	Dilem Amer	170381100370171	2 963 469,11	2 912 155,18	25 jours	66,00

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invité de se rapprocher au niveau des services de la direction du logement de la wilaya de BLIDA au plus tard **trois (03) jours** à compter du premier jour de la publication du présent avis.

Le délai de recours est fixé à **10 jours** à compter de la 1re parution du présent avis sur les quotidiens nationaux et au BOMOP.

DK NEWS

Anep : 2016000874 du 15/01/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIARET
DAIRA DE DAHMOUNI
COMMUNE DE AIN BOUCHEKIF

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux disposition de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public le Président de l'assemblée populaire communale de la commune de AIN BOUCHEKIF informe l'ensemble des soumissionnaires qui ont soumissionné à l'opération du projet

– APPROVISIONNEMENT DES CANTINES SCOLAIRES 2020

Du 12/11/2019 après la procédure d'évaluation des offres conformément aux critères dans les cahier des charges du 26/11/2019 a donné l'attribution provisoire comme suit :

Lots	Fournisseur	Montant	Observations
Lot N°:01 Alimentation Générale	Ben chaib djelal	4.199.500,00	Moins-disant
Lot N°:02 Fruits et Légumes	Zoubida Mohamed	4.100.250,00	Moins-disant
Lot N°:03 Viandes et les œufs	Ben chaib djelal	5.098.500,00	Moins-disant
Lot N°:04 Laites et produits Dérivés	Zoubida Mohamed	4.304.900,00	Moins-disant
Lot N°:05 Pain	Zoubida Mohamed	1.020.000,00	Offre unique

Tout soumissionnaires ont un délai (10) dix jour à partir de la date de parution du présent avis pour s'adresser à Mr le président de la commissions des marches de l'A p c de Ain Bouchekef pour d'éventuel recours ce conformément à l'article 82 du décret présidentiel.

DK NEWS

Anep : 2016000945 du 15/01/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE TISSEMSILT
N° 34 D.E.P / 2020

Numéro d'identification fiscale 000138019003356. Avis d'annulation de L'avis D'attribution N°1726/2018

La direction des équipements publics de La Wilaya de tissemsilt annonce l'annulation de L'avis D'attribution N : 1726/2018 en date Du : 18/10/2018 Paru dans les quotidiens nationaux du Projet : Réalisation D'un Collège B06 à Tissemsilt (Nouvelle Ville).
Lot : Bloc pédagogique+administration+sanitaire. Lot : Bloc Logements.
Lot : Chauffage Central. Lot : Mur De Clôture. Lot : Mur De Soutènements.
Lot : VRD. Suite au changement du terrain.

DK NEWS

Anep : 2016000813 du 15/01/2020

EXPOSITION «YENNAYER 2970» À BATNA: Le séchage des fruits et le vinaigre de pomme suscitent l'intérêt des visiteurs

L'expérience de séchage des fruits et légumes et la fabrication du vinaigre de pomme naturel à Oued Taga (wilaya de Batna) a particulièrement intéressé les visiteurs de l'exposition «yennayer 2970» qui se tient à la salle Assihar de la ville de Batna jusqu'au 16 janvier, a-t-on constaté lundi.



Le stand de l'entreprise Adhfou (pomme en chaoui) a attiré une foule de visiteurs, essentiellement des femmes, qui ont manifesté leur intérêt pour les produits agricoles séchés proposés par l'entreprise, le vinaigre de pomme 100 % naturel et les fines tranches de pomme séchées. Approchées par l'APS au second jour de cette exposition organisée par la chambre de l'artisanat et des métiers, à l'occasion de yennayer,

les visiteuses du stand ont souligné le caractère «sain» de ces denrées produites à base de fruits et de légumes du pays, sans aucun additif chimique. Selon Abdallah Brinisse, propriétaire de cette entreprise, son expérience pilote dans cette wilaya dure depuis 8 années et son vinaigre de pomme est enregistré sous le label Adhfou à l'Institut national de protection de la propriété industrielle, précisant que ses pommes

sechées rencontrent un franc succès y compris à l'extérieur de la wilaya.

Un succès, ajoute-t-il, qui lui a permis d'étendre son activité au séchage de la tomate et des abricots ainsi que la production du concentré de jus de pomme.

Ingénieur en hydraulique de formation, M. Brinisse a relevé que pareilles manifestations lui permettent de promouvoir ses produits et assuré que l'idée de lancer son entreprise lui est

venue en voyant les grandes quantités de pomme produites dans la région et la perte d'une partie de cette production. Ouverte dimanche, l'exposition «yennayer 2970» de Batna regroupe environ 80 artisans venus de 16 wilayas du pays dont Khenchela, Jijel, Tlemcen, Ghardaïa, Bordj Bou-Arredj et Constantine ainsi que des entreprises, des agences de voyage, des artistes et les organismes d'aide à l'emploi.

BRÉSIL/CINÉMA :

La nomination aux Oscars du documentaire «Une démocratie en danger» suscite des débats houleux

La nomination lundi du film «Une démocratie en danger» à l'Oscar du meilleur documentaire a suscité des réactions contrastées au Brésil, entre célébrations à gauche et vives critiques à droite pour ce long-métrage très politique.

Le documentaire de Petra Costa, qui raconte d'un point de vue personnel la destitution de l'ex-présidente de gauche Dilma Rousseff (2011-2016) et l'avènement au pouvoir du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, est disponible sur Netflix depuis juin dernier. «Bravo Petra Costa pour le sérieux avec lequel vous avez raconté cette période importante de notre histoire. Vive le cinéma national! La vérité vaincra», a réagi sur Twitter l'ex-président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva, prédécesseur de Mme Rousseff.

L'ex-députée communiste Manuela d'Ávila, candidate à la vice-présidence lors de la présidentielle d'octobre 2018, a souligné sur ce même réseau social que Petra Costa pourrait être «la première réalisatrice latino-américaine à remporter» l'Oscar du meilleur documentaire.

«A une époque où l'extrême droite se répand comme une épidémie, nous espérons que ce film puisse nous aider à est comprendre à quel point il est cru-

cial de protéger nos démocraties», a affirmé la réalisatrice sur Twitter, tout en se disant «émue» et «en extase» après cette nomination. Du côté du gouvernement Bolsonaro, le secrétaire spécial à la Culture Roberto Alvim a déclaré au journal Folha de S. Paulo que «si cela avait été dans une catégorie de fiction, la nomination aurait été correcte». «Cela montre que la guerre culturelle est menée non seulement ici, mais aussi au niveau international», a-t-il ajouté. Cible par de nombreuses critiques dans le documentaire, le parti de centre droit PSDB a également réagi avec ironie, sur Twitter: «Bravo à la réalisatrice Petra Costa pour sa nomination au prix de meilleure fiction et fantaisie pour 'Une démocratie en danger'».

La culture brésilienne traverse une période mouvementée depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro il y a un an, avec la suppression de nombreuses subventions et des actes de censure, notamment pour les projets sur les thématiques LGBT. Cela n'empêche pas le cinéma brésilien d'avoir le vent en poupe: au festival de Cannes, le film «Bacurau» a remporté le prix du Jury, tandis que «La Vie invisible d'Euridice Gusmao» a obtenu le prix Un certain regard.

ETATS-UNIS/CINÉMA:

Le film «Joker» en tête d'une course aux Oscars peu diversifiée

Avec onze nominations recueillies au total, le film «Joker» de Todd Phillips, avec Joaquin Phoenix dans le rôle-titre, part en tête de la course d'une 92e édition des Oscars très blanche et masculine, déjà critiquée lundi pour son manque de diversité.

«Joker» est en lice dans les catégories du meilleur film, meilleur acteur, meilleur réalisateur, meilleur scénario adapté et de nombreuses catégories techniques. Il est au coude-à-coude avec trois autres favoris, «The Irishman», thriller politico-mafieux de Martin Scorsese, «Once Upon a Time... in Hollywood» de Quentin Tarantino, et «1917» de Sam Mendes, avec dix nominations chacun.

Leonardo DiCaprio et Brad Pitt défendront les couleurs de «Once Upon a Time... in Hollywood», ode de Tarantino au cinéma et au Los Angeles des années 1960, tandis que «1917», film sur la Première Guerre mondiale quasiment construit comme un plan-séquence long de deux heures, fait fort dans les catégories purement cinématographiques et techniques.

Déjà snobé lors des derniers Golden Globes, le vétérinaire Robert De Niro n'a pas été retenu pour «The Irishman». L'Académie des Oscars a en revanche fait une place remarquée à «Parasite», de Bong Joon-ho. Palme d'or du dernier festival de Cannes, le film sud-coréen a décroché six nominations, notamment dans la catégorie phare du meilleur film. Parmi les autres outsiders figurent «Marriage Story» (six nominations), avec son duo d'acteurs en vue Adam Driver et Scarlett Johansson, tous deux sélectionnés, «Jojo Rabbit» (six nominations, dont encore une pour Johansson) et «Les Filles du Docteur March» de Greta Gerwig.

Cette dernière n'a toutefois pas été retenue dans la catégorie des réalisateurs, dont les femmes sont totalement absentes cette année, ce qui a relancé une vieille controverse à Hollywood.

«Malheureusement, il n'y a que cinq noms» dans la catégorie du meilleur réali-

sateur «sur une année incroyablement dense», avait déclaré un membre de l'Académie, cité par l'agence AFP.

Depuis la création des Oscars, seules cinq femmes ont obtenu une nomination en tant que réalisatrices: Lina Wertmüller (en 1976 pour «Pasqualino»), Jane Campion (en 1993 pour «La Leçon de piano»), Sofia Coppola (en 2003 pour «Lost in Translation»), Kathryn Bigelow (en 2009 pour «Démineurs») et Greta Gerwig (en 2017 pour «Lady Bird»).

En lice pour son second rôle dans «Les Filles du Docteur March», Florence Pugh a déclaré au magazine Variety qu'elle était «heureuse que tout le monde soit gêné» par cette absence de Greta Gerwig. «Mes félicitations à ces hommes», a lancé ironiquement l'actrice américaine Issa Rae, qui co-présentait l'annonce des nominations, après la publication de la liste des réalisateurs. Régulièrement écartée ces dernières années pour son manque de diversité, l'Académie des Oscars s'expose encore à la critique pour sa sélection 2020: l'actrice noire américaine Cynthia Erivo est la seule artiste «non blanche» à s'être frayée un chemin dans les nominations, dans la catégorie «meilleure actrice» pour «Harriet», film historique sur le racisme et l'esclavage aux Etats-Unis.

L'an dernier, trois des quatre Oscars décernés aux comédiens étaient allés à des artistes «de couleur», relevaient des commentateurs à Hollywood, pointant notamment cette année du doigt l'absence d'Eddie Murphy, qui effectuait son grand retour au cinéma dans «Dolemite Is My Name», et de Jennifer Lopez, qui pouvait prétendre à une nomination pour «Queens». L'ancien président américain Barack Obama s'est tout de même réjoui sur Twitter d'une nomination, celle du documentaire qu'il a contribué à produire, «American Factory», la difficile reprise d'une usine automobile de l'Ohio par un milliardaire chinois et le choc culturel qui s'ensuit.

LA FOIRE DE YENNAYER À CHLEF Un événement à double dimension, culturelle et commerciale



La foire artisanale de «Yennayer», actuellement abritée par la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de Chlef, dans le cadre des festivités du nouvel an Amazigh, constitue une occasion pour la promotion de différents aspects liés au patrimoine amazigh auprès de la population locale, tout en offrant une opportunité aux artisans participants, pour commercialiser leurs produits.

Une vingtaine d'artisans et artisanes ont pris part à cette manifestation, ayant fait la part belle à différents produits artisanaux puisés du patrimoine amazigh ancestral, ayant constitué une attraction pour le public visiteur, venu en grand nombre pour l'occasion.

Pour le directeur de la CAM, Mohamed Lakhdari, «il s'agit d'un événement, doté d'une double dimension culturelle et commerciale, du fait», a-t-il dit, qu'il «participe à la promotion et sauvegarde du patrimoine amazigh, tout en offrant une opportunité pour la relance de l'artisanat local et la commercialisation des produits des artisans», a-t-il souligné.

«Les visiteurs, en majorité des familles accompagnées de leur enfants, qui ont afflué en grand nombre depuis le début de la semaine, ont pu découvrir ou redécouvrir nombre de produits artisanaux utilisés par les populations amazighs dans

leurs vie quotidienne, notamment des ustensiles en poterie, des bijoux et des habits traditionnels», a ajouté M. Lakhdari. Approchés par l'APS, de nombreux artisans participants ont «salué» la tenue de ce type de manifestations susceptibles de contribuer, ont-ils dit, «à la sauvegarde du patrimoine Amazigh, et d'en faire la promotion auprès des nouvelles générations, tout en insufflant une dynamique au secteur de l'artisanat», ont-ils estimé. La présidente de l'association d'échange culturel «Ahlem», Kheira Barbari, s'est, quant à elle, félicitée de l'«importante affluence» des citoyens à cette foire, ayant «constitué une opportunité pour la mise en lumière de l'identité et de la culture Amazigh, qui réunit tout ce qui est Chaoui, kabyle, Mozabite et sahraoui», a-t-elle souligné.

Nombre de visiteurs de cette foire artisanale n'ont pas manqué d'exprimer, à l'APS, leur «admiration devant la beauté des produits exposés, reflétant les us et coutumes locales, mais aussi la grande diversité culturelle de l'Algérie, en général», ont-ils observé.

A noter que cette foire commerciale se poursuivra jusqu'à jeudi prochain, au niveau du siège de la CAM, sis à la cité Bensouana de Chlef.

Programme de la soirée

TF1 20:05

New Amsterdam



Alors qu'il est en pleine séance avec un groupe d'adolescents, Iggy reçoit la visite de l'assistante sociale de l'un d'eux. Reynolds doit expliquer à une assemblée de médecins les raisons de l'échec d'une intervention chirurgicale qui a provoqué la mort d'une policière. Evie met en garde son petit ami sur les conséquences que cette affaire pourrait avoir sur sa carrière. Max subit des effets secondaires, difficiles à supporter, liés à son traitement qui le rend irascible et changent certaines de ses perceptions.

france 2 20:05

Faites des gosses



Après avoir découvert le lourd secret du passé de sa mère, qui est juive et s'appelle en réalité Esther, Alexandre ne sait plus où il en est. Bien qu'Odile le soutienne, il s'éloigne de plus en plus d'elle et consulte une femme rabbin. Alors que Serge et Anissa ont dépassé leur désaccord, ce sont leurs filles respectives qui s'opposent à eux par tous les moyens et mettent à mal la solidité de leur couple. Mei et Chang sont également dans la tourmente. Face à un avenir incertain, le couple de réfugiés chinois n'arrivent plus à être sur la même longueur d'onde.

france 3 20:00

Faut pas rêver



Carolina De Salvo se lance dans une grande traversée des Pyrénées, de la Cerdagne à l'Aragon, en Espagne, en passant par le col du Tourmalet. Son périple commence à bord du petit train jaune de Cerdagne qui la conduit jusqu'à la gare isolée d'Estavar. Elle y rencontre Bernard, un fan de vélo, inventeur d'un drôle d'engin. Carolina rejoint ensuite un groupe de passionnés qui l'emmène au sommet du couloir du Vermicelle, dans le cambre d'Aze. Reportages : Sous le ciel étoilé • Tourmalet, col de légende • Éric, le cuisinier des cimes.

CANAL+ 20:00

Monaco / Paris-SG



Cette rencontre de la 15^e journée a été reportée à cause des intempéries qui ont touché la région le mois dernier. Les deux équipes s'affrontent donc une seconde fois en une semaine. L'équipe de la Principauté compte sur son duo d'attaquants Wissam Ben Yedder et Islam Slimani pour prendre des points au stade Louis-II. En face, le PSG ne compte pas les laisser s'exprimer. Les hommes de Thomas Tuchel, solidement installés en tête du classement, comptent bien prendre trois points afin de faire un pas important dans la course au titre.

6 20:05

Maison à vendre



Lucien et Céline ont deux enfants de 4 et 9 ans. Souhaitant se séparer, ils doivent vendre leur maison de Gambais, dans les Yvelines. Bien qu'une trentaine de visites ait eu lieu en deux ans, aucune offre n'a été faite. Stéphane Plaza va tenter de débloquer la situation. Quant à Danièle, 65 ans, elle veut vendre son appartement de Bry-sur-Marne, dans le Val-de-Marne, qu'elle habite depuis 20 ans, car elle a accumulé des dettes. Mais son logement est en mauvais état. Sophie Ferjani décide de prendre en charge les travaux et de refaire la décoration de ce bien.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2362

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

				3		7	4			
	6	7	1			3				
		9	8	6	5					
					4	1				
1		8								
7			3				5			
	9				1					
7		6	2							
8	2			1	4	7				

7					9					1
2	4			6	1					
										9
		6	4	1			8			
		5				3		6		
		8				5		1		
					4		5		3	
	7		6	2			9	7		3
							6	8	4	5

				6		1				
		7		1	8					
		3			2					

				5	3	2			1	8					6		
6				2	9			5		9			1	8		2	
	3	4			9	8	3			2			9	8	7		
			5		7					3					6		
9	5	7		1						1		2					
					2	4						5			4		
3					1						9		7		1	8	
	1		6								6	1	3		2		
4				8								7			6		

				5	3	2			1	8					6		
6				2	9			5		9			1	8		2	
	3	4			9	8	3			2			9	8	7		
			5		7					3					6		
9	5	7		1						1		2					
					2	4						5			4		
3					1						9		7		1	8	
	1		6								6	1	3		2		
4				8								7			6		



«La mer enseigne aux marins des rêves que les ports assassinent»

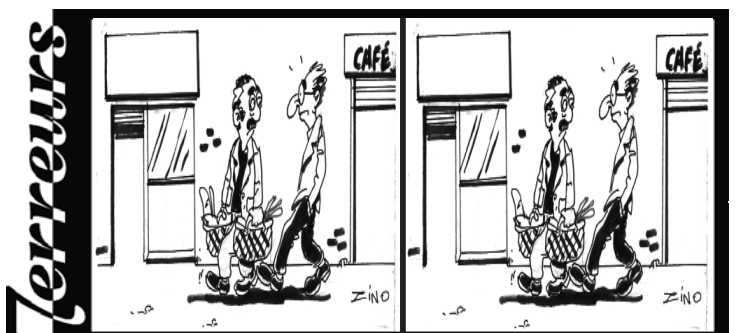
Bernard Giraudeau

Mots croisés n°2362

1 - Plaintes continues
 2 - Incurie - Bord de fleuve
 3 - Chronométrait
 4 - Bouche de merle - Baraque de foire
 5 - Cable marin - Insérer un oeil
 6 - Frappa du sabot - Prêt à appareiller
 7 - A poil - Munie d'organes de vol
 8 - Charades - Roulement de caisse
 9 - Commodes - Mois printanier
 10 - Eilmes - Fourreaux

Horizontalement:
 A - Bon morceau de porc
 B - Bassin de plongeur - Soudés
 C - Prendre un goût de vieux - Miroir de Honsu
 D - Vainqueur du scrutin - Boules de vapeur
 E - Préparations culinaires - Chéri
 F - Saison du bronzage - Blessé
 G - Réparés
 H - Diable! - Propulsé
 I - Creuse - Filet lumineux
 J - Partie de partie - Voyais en songe

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										



ATHLÉTISME / CORRUPTION: Le procès Diack renvoyé pour des problèmes de procédure

Le procès de Lamine Diack, ancien patron de l'athlétisme mondial, a été renvoyé lundi au moins jusqu'au mois de juin par la 32e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris en raison de problèmes de procédure, a annoncé la présidente Rose-Marie Hunault peu de temps après son ouverture.

Le procès, qui porte sur un système de corruption voué à protéger des athlètes russes dopés, est renvoyé notamment parce que le Sénégal a fait parvenir «très récemment» des actes d'enquête qui avaient été demandés par les juges d'instruction en 2016 et auxquels Dakar n'avait jusque-là jamais répondu, a-t-il été précisé.

Parmi ces éléments, une audition du fils de Lamine Diack, l'ancien puissant conseiller marketing de l'IAAF Papa Massata Diack, réfugié à Dakar depuis le début des investigations, et qui n'a jamais répondu à la justice française.

«PMD» est un acteur clé de l'affaire et il devait être jugé en son absence à partir de lundi. «Ces pièces, nous les avons reçues physiquement ce matin (...) n'avons pas pu les étudier», ni les communiquer aux autres parties, a constaté l'un des procureurs financiers, Arnaud de Laguiche, en montrant aux juges une lourde pile de dossiers.

«Nous ne pouvons pas faire comme si ces pièces n'existaient pas», a-t-il ajouté. L'autre procureur financier présent à l'audience, Eric Russo, a soulevé un second problème procédural dans le mandat d'arrêt international qui avait été décerné par la justice française contre Papa Massata Diack.

A 86 ans, le Sénégalais Lamine Diack, qui a régné de 1999 à 2015 sur l'IAAF, devait répondre des délits de corruption active et passive, abus de confiance et blanchiment en bande organisée.

Il risque jusqu'à dix ans de prison et une lourde amende. Arrivé au bras d'un proche lundi en milieu de journée, Lamine Diack, n'a pas fait de déclaration aux journalistes en rentrant dans la salle d'audience. La présidente de la 32e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris a émis l'hypothèse que le procès se déroule désormais du 3 au 22 juin prochain.

BLIDA : 60 milliards de centimes pour la réalisation de 14 stades de proximité

Une dotation globale de 60 milliards de centimes a été affectée, par la wilaya de Blida, pour la réalisation de 14 stades de proximité avec des tapis synthétiques, a-t-on appris hier du directeur local des équipements publics.

«Ces stades ont été parachevés de réalisation et réceptionnés dans leur totalité, en 2019, à l'exception de trois projets toujours en chantier pour cause d'un retard accusé dans la sélection de leurs assiettes d'implantation», a indiqué à l'APS Mokhtari Tahar.

Il a ajouté que ces stades actuellement en réalisation dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, seront réceptionnés avant fin janvier courant.

Cette même dotation financière a, également, été destinée, selon le même responsable, à la «réfection en cours de six stades de proximité, dont les travaux seront réceptionnés au premier trimestre de cette année», est-il signalé.

«La réalisation de ces stades de proximité répond à un besoin de couverture des doléances des associations sportives locales, qui ont toutes exprimé le besoin de doter leurs communes respectives en stades», a, encore, souligné M. Mokhtari, assurant que «chaque commune de la wilaya où un besoin similaire est exprimé aura droit à son stade, si une assiette est disponible pour ce faire», a-t-il observé.

Le responsable a, aussi, fait part d'autres projets similaires programmés au profit d'un nombre de communes de la wilaya, au titre de l'exercice 2020, dans l'objectif d'assurer davantage d'espaces de détente au profit des jeunes.

APS

CHAMPIONNAT MILITAIRE NATIONAL DE LA MARCHE COMMANDO : 173 sportifs au rendez-vous de Barika

Pas moins de 173 sportifs de divers commandements et régions militaires ont participé au championnat militaire national de la marche commando organisé lundi à la première brigade blindée de Barika (wilaya de Batna) relevant de la 5ème région militaire (RM).



Cette manifestation sportive a été dominée en individuels par les éléments du commandement de la gendarmerie nationale et, par équipes, par

les représentants de la 5ème RM. Le directeur des équipes nationales militaires et représentant du service des sports, le lieutenant-colonel Sid-Ali Kli-

chene a indiqué que ce championnat national a pour objectif de mettre en relief la préparation physique des soldats.

De son côté, le général

Kouider Selmane, commandant de la 1ère brigade blindée a souligné que les diverses disciplines sportives occupent une bonne place dans le système de formation et d'instruction de l'armée nationale populaire et constituent un élément clé de la préparation et la formation du soldat.

Résultats :

En individuels :

- 1- Sergent Abdelkarim Benlaïd (commandement GN)
- 2- Sergent Boulenouar Rihî (commandement GN)
- 3- Caporal-chef Hocine Ramdani (5ème RM)

Par équipes :

- 1- 5ème RM
- 2- 1ère brigade blindée
- 3- commandement GN.

TENNIS/ CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DU NORD DES JEUNES "INDIVIDUEL" :

Les Marocains dominent les tableaux double «U16»

Les athlètes marocains ont remporté les épreuves «U16 «garçons et filles» du double des Championnats d'Afrique du nord des moins de 14 et moins de 16 ans (individuel) qui se disputent au Tennis club de Bachdjarah (Alger).

Chez les U16 «Garçons», le duo marocain Elyas Sefiani et Mohamed Nabihî se sont imposés en finale devant les Tunisiens Majdi Ben Abdelwahed sur le score 6-3, 6-1.

Le tableau U16 «Filles» a été remporté par la paire marocaine composée de Aya El Aouni et Yasmine Kabbadj après leur succès devant les Tunisiennes Feriel Benhassen et

Ghaïda Jeribi par deux sets à zéro 6-3, 7-6 (3).

Dans la catégorie des U14 «Garçons», la victoire est revenue au Marocain Adem Bouyaakoub et l'Égyptien Mustapha Nour El Dine suite à leur succès face aux Tunisiens Anas Trifi et Anas Bennour Sahli par en deux sets (6-3, 7-5).

Chez les filles U14, les Marocaines Salma Abdelouï et Malak El Allami se sont adjugées le sacre devant les Tunisiennes Hiba Henni et Abid Nadine dans un match qui s'est bouclé au super tie-break 6-3, 4-6 (10-4).

Les duos algériens «U16» Slimane Kichou - Mohamed Réda Ghetas et

Amina Arnaout - Bouchra Mebarki ont été éliminés en demi-finales respectivement face aux Tunisiens Majdi Benabdelwahi - Youcef Labbene (6-4 7-6) et Feriel Ben Hassen - Ghaïda Jeribi (6-0, 6-2).

Les épreuves par équipes débutent mardi (10h00) et 2s' étaleront jusqu'à samedi.

Les tableaux de ces Championnats d'Afrique du nord sont dirigés par le juge-arbitre international Amine Sahi, titulaire du «Green badge», alors que la direction du tournoi est assurée par Mohamed Bouchabou, directeur technique national à la FAT.

JM ORAN 2021 :

Iles Salim satisfait de la campagne de promotion

Le directeur général du comité d'organisation de la 19ème édition des jeux méditerranéens (COJEM), Iles Salim, s'est déclaré, lundi à Taghit (Bechar), «satisfait» des résultats du début officiel de la campagne de promotion et de sensibilisation sur cet événement sportif régional prévu à Oran du 25 juin au 05 juillet 2021.

«Je suis très satisfait des résultats enregistrés par la campagne nationale de promotion et de sensibilisation sur ces jeux, dont le lancement officiel a eu lieu respectivement à Bechar et Taghit, au regard de l'engouement de la population de la région à cette campagne», a-t-il indiqué à l'APS.

Cette campagne a permis depuis son lancement samedi de recruter 150 jeunes volontaires de la région pour prendre part aux modules d'organisation et déroulement de ces joutes

du bassin méditerranéen, inscrite aussi dans un souci de faire participer l'ensemble des enfants du pays à la réussite de ces jeux, a-t-il souligné.

Cette opération, qui vient aussi en parallèle avec le triathlon Afrique du nord qui se déroule actuellement à Taghit (97 km au sud de Bechar) avec la participation de 30 athlètes Algériens et 40 autres de diverses nationalités méditerranéennes, constitue une «répétition» des différents modules d'organisation des prochains jeux méditerranéens d'Oran, a-t-il dit. Initiée avec l'association internationale de l'Aviron et la contribution du COJEM et des autorités de la wilaya de Bechar dans trois disciplines sportives (natation, cyclisme et cross) et qui prend fin lundi, cette rencontre sportive est «une aubaine» pour tester l'organisation, en prévision du déroulement des prochains

jeux méditerranéens à Oran, a expliqué Iles Salim.

Le directeur général du COJEM a aussi annoncé, à l'occasion de sa présence à Bechar dans le cadre de la campagne de promotion et de sensibilisation sur les jeux méditerranéens d'Oran, la tenue prochaine

de la réunion du bureau international de coordination de ces jeux, qui aura lieu le 19 février à Oran, au titre des préparatifs de cette rencontre sportive méditerranéenne à laquelle prendront part 26 pays du pourtour de la Méditerranée.

DAKAR-2020 : Le Chilien Quintanilla remporte la neuvième étape en moto

Le Chilien Pablo Quintanilla (Husqvarna) a remporté hier dans la catégorie moto la neuvième étape du Dakar-2020, disputée entre Wadi Ad-Dawasir et Haradh en Arabie saoudite. Quintanilla a devancé le tenant du titre, l'Américain Ricky Brabec (Honda), de 1 min 54 sec et l'Espagnol Joan Barreda (Honda) de 2 min 42 sec, au terme des 410 km de spéciale. Quatrième de l'étape, l'Américain Ricky Brabec (Honda) a conservé une avance confortable en tête du général, 20 minutes devant le vainqueur du jour. Aujourd'hui, la dixième étape emmène les pilotes dans «l'Empty quarter», une région du sud de l'Arabie saoudite qui représente la plus grande mer de sable au monde.

LIGUE 1 - MERCATO D'HIVER: La JS Kabylie, premier club à boucler son recrutement

La JS Kabylie, renforcée lundi par l'arrivée de l'attaquant franco-algérien Zakaria Boulahia, est devenu le premier club de la Ligue 1 de football à boucler son recrutement hivernal, dans un marché peu emballé, à cinq jours de la clôture de la période d'enregistrement.

La JSK a clairement affiché ses ambitions en vue de la seconde partie de la saison, en s'attachant les services de Boulahia (22 ans), formé à l'Atlético Madrid (Espagne), alors qu'il était à un moment annoncé au MC Alger.

Il devient ainsi la troisième et dernière recrue hivernale des «Canaris» après le milieu offensif libyen Mohamed Tubal et l'attaquant tunisien Oussama Derradji.

Mais ce dernier, selon l'émission de télévision tunisienne Sport 9, se serait rendu en Arabie saoudite pour négocier son transfert vers un club local, alors qu'il a déjà posé avec le maillot de la JSK.

Le CR Belouizdad, détenteur du titre honorifique de champion d'hiver, a engagé jusque-là deux joueurs : l'attaquant Mohamed Souibaâh (ex-ES Sétif) et le milieu défensif Taoufik Zerara (ex-CA Bordj Bou Arréridj).

D'ici à la clôture du mercato d'hiver, un ailier pourrait renforcer le Chabab qui vient de conclure avec l'entraîneur français Franck Dumas, en remplacement d'Abdelkader Amrani, parti rejoindre le club

marocain du Difaâ Hassani El-Jadidi.

De son côté, l'ESS, qui est en train d'effectuer un retour tonitruant en championnat, a profité de cette période pour se renforcer avec l'arrivée du défenseur central Mohamed Benyahia (ex-USM Alger), alors que l'attaquant Savio Momoni, sociétaire du club ghanéen d'Ashanti Gold, devrait lui emboîter le pas prochainement.

USMA et MCA : recrutement au point mort

En revanche, les deux clubs algérois, l'USMA, champion d'Algérie en titre et confronté à une crise financière sans précédent, et le MCA, dauphin du CRB, n'ont toujours pas entamé leur marché, au grand dam de leurs supporters.

L'entraîneur de l'USMA, Billel Dziri, a clairement signifié que le club de Soustara n'allait pas recruter cet hiver, en raison de la crise financière qui secoue le club depuis l'intersaison.

«Il faut dire la vérité et être réaliste. Au vu de la crise financière du club, c'est difficile de recruter cet hiver.

Le compte bancaire est tou-



jours bloqué, une solution s'impose dans les plus brefs délais. Je ne vois pas l'utilité d'engager de nouveaux joueurs qui ne seront pas sûrs d'être payés. J'aimerais bien renforcer l'équipe cet hiver, c'est légitime, mais nous ne voulons pas créer d'autres soucis au club», a-t-il déclaré.

De son côté, le MCA, qui devait se renforcer pour satisfaire ses besoins et lutter pour le titre, est victime de la lutte intestine entre le directeur général sportif Fouad Sekhri et le président du Conseil d'ad-

ministration Achour Betrouni, à travers leurs déclarations par presse interposée. Pis.

Le «Doyen» se trouve sans entraîneur en chef, après le limogeage du Français Bernard Casoni, remplacé à titre intérimaire par le directeur technique sportif Mohamed Mekhazni.

Les autres clubs de l'élite, en butte à des soucis financiers, se sont vu contraints d'aborder la phase retour avec le même effectif et l'espoir de colmater les brèches avec les moyens du bord.

LIGUE 1/MC ORAN : 50 millions de dinars bientôt dans les caisses du club

La trésorerie du MC Oran sera bientôt renflouée par pas moins de 50 millions DA, une somme devant permettre d'alléger la crise financière de ce club de Ligue 1 de football, a-t-on appris hier du directeur local par intérim de la jeunesse et des sports (DJS). Cette entrée d'argent émane de deux sponsors du club, à savoir les entreprises Hyproc SC et Tosyali.

«Le wali d'Oran a réussi à convaincre ces deux sponsors de prolonger leurs contrats de sponsoring avec le MCO», a indiqué à l'APS, Hadj Chibani Bahi.

«Hyproc va débloquer 30 millions DA, alors que Tosyali attribuera 10 millions, au même titre que la commune d'Oran», a fait savoir ce responsable.

Selon Hadj Chibani Bahi, «les autorités locales ne sont pas restées indifférentes aux appels de détresse que ne cesse de lancer la direction mouloudéenne, en

bute à d'énormes problèmes financiers».

Cela se passe au moment où le directeur général du club, l'ancien international SI Tahar Chérif El Ouezzani, continue à militer pour affilier son club à une entreprise économique publique, comme c'est le cas pour certaines formations de l'élite.

Il pense d'ailleurs que «le salut du MCO passe justement par une telle procédure vu que le club est confronté chaque saison à des interminables problèmes financiers».

Par ailleurs, les «Hamraoua», qui viennent de bénéficier d'un stage au frais de la DJS programmé avant la reprise du championnat le 1er février prochain, se sont séparés des services de leur défenseur ivoirien, Assie Koua Vivien. Ce dernier a rompu son contrat avec son club lundi soir, a fait savoir la direction du Mouloudia,

qui a annoncé au passage le recrutement de l'attaquant Hakim Berzoug, de retour au sein de son club formateur après avoir passé la première partie de cet exercice à l'US Biskra, nouveau promu en Ligue 1. Le MCO a terminé la première partie du championnat à la cinquième place mais avec un match en moins que l'équipe va livrer le 20 janvier sur le terrain de la JS Kabylie, rappelle-t-on.

LIGUE 1 - NC MAGRA : Khezzer «surpris» par son limogeage «inexpliqué»

L'entraîneur El-Hadi Khezzer s'est dit hier «surpris» et «consterné» par la manière de son limogeage de la barre technique du NC Magra (Ligue 1 algérienne de football), affirmant que la décision prise par la direction était «inexpliquée».

«Franchement, j'étais surpris d'apprendre mon limogeage via les médias. Je n'ai à aucun moment songé à partir de Magra. Certes, j'étais absent à la reprise, du fait que je me trouve actuellement au chevet de mon fils qui s'est fait opérer à Dubaï (Emirats arabes unis), où ma famille est établie. La procédure classique pour limoger un entraîneur absent n'a pas été respectée, il devait y avoir trois mises en demeure pour le faire. C'est une décision inexpliquée», a indiqué Khezzer, contacté au téléphone par l'APS. La direction du NC Magra, 15e et premier relégué avec 15 points, n'a pas mis trop de temps pour trouver le successeur de Khezzer, en désignant lundi Hadj Merine, qui doit néanmoins résilier son contrat avec l'OM Arzew (Ligue 2). «Avant le match des 1/32 de finale de la Coupe d'Algérie face au CS Constantine (défaite 4-1, ndlr), je me suis réuni avec le président pour discuter

LIGUE 2/ WA TLEMCEN Imminente levée d'interdiction de recrutement sur le club

Le WA Tlemcen est en train de mettre les bouchées doubles pour s'acquitter de ses dettes auprès d'anciens joueurs afin de lever l'interdiction de recrutement dont fait l'objet ce club de Ligue 2 de football, a-t-on appris hier du président du Widad. «Nous sommes sur la bonne voie pour régler le problème des dettes des joueurs qui nous ont causé l'interdiction de recrutement au cours de l'actuel mercato d'hiver, sachant que ces dettes sont estimées à 12 millions DA au titre de l'exercice passé ainsi que la première partie de la saison en cours», a déclaré Nacereddine Souleyman à l'APS. La levée de l'interdiction de recrutement est devenue une nécessité pour le WAT après les blessures de deux de ses meilleurs attaquants, en l'occurrence Bougheche et Touil. Ils devraient rater une bonne partie de la phase retour, a regretté le même responsable. La formation phare de la ville des «Zianides», qui a terminé à la deuxième place la phase aller, veut retrouver l'élite dès la fin de cet exercice après avoir raté de peu l'accession la saison passée, surtout qu'ils seront quatre clubs à accéder en Ligue 1. «La décision de la Ligue de football professionnel de prendre en charge une partie des dettes des clubs et récupérer par la suite son dû une fois l'argent des droits de retransmission encaissé, arrange nos affaires et nous encourage ainsi à faire un effort supplémentaire pour avoir l'autorisation de recruter», a encore souligné le premier responsable du Widad. Outre ce club de l'Ouest du pays, 14 autres formations de la Ligue 2 sont également interdites de recrutement au cours de l'actuel mercato hivernal qui sera clôturé le 19 janvier à minuit, rappelle-t-on. Par ailleurs, le WAT effectuera un stage dans la région de Beni-Saf (Aïn Témouchent) du 20 au 25 janvier au cours duquel l'entraîneur Aziz Abbes procédera aux derniers réglages avant la reprise du championnat le 1er février prochain, a fait encore savoir le président Souleyman.

LIGUE 1 (JS KABYLIE) : Le Tunisien Darragi intègre les entraînements et met fin aux rumeurs

La nouvelle recrue hivernale de la JS Kabylie le Tunisien Oussama Darragi, a pris part hier à sa première séance d'entraînement, effectuée dans la matinée au stade du 1er Novembre de Tizi-Ouzou, mettant fin aux rumeurs d'un départ, a annoncé le club de Ligue 1 algérienne de football sur sa page officielle Facebook. Selon l'émission de télévision tunisienne Sport 9, Darragi (32 ans) se serait rendu en Arabie saoudite pour né-

gocier son transfert vers un club local, alors qu'il a déjà posé avec le maillot de la JSK. Des informations vite démenties par le joueur qui vient d'entamer officiellement son aventure avec la JSK. Outre Darragi, la JSK a assuré les services de deux autres joueurs : le milieu offensif libyen Mohamed Tubal et l'attaquant franco-algérien Zakaria Boulahia, formé à l'Atlético Madrid (Espagne). Le club kabyle devient du coup le premier club de l'élite à

boucler son recrutement hivernal, à cinq jours de la clôture de la période d'enregistrement. La JSK (4e, 21 pts), sera en appel jeudi pour affronter l'USM Alger, au stade Omar-Hamadi (18h45), pour la mise à jour de la 12e journée du championnat. Les joueurs de l'entraîneur français Hubert Velud disputeront un dernier match en retard, le lundi 20 janvier à domicile face au MC Oran (18h45), dans le cadre de la 13e journée.

de la nécessité de se renforcer au mercato d'hiver et de régulariser joueurs et staff technique sur le plan financier.

Je me suis déplacé le 31 décembre à Dubaï pour des raisons familiales. Avant mon départ, j'ai tenté de contacter le président à plusieurs reprises, en vain.

J'ai raté la reprise mais j'avais en ma possession un justificatif pour pouvoir rester au chevet de mon fils. Je regrette beaucoup le comportement du président qui n'a pas daigné chercher après moi», a-t-il ajouté. Evoquant son avenir, Khezzer, qui avait succédé à NCM à Karim Zaoui, a révélé avoir été «touché par certains clubs algériens», sans pour autant donner plus sur sa future destination. «Pour le moment, je me trouve auprès de ma famille à Dubaï pour me reposer. J'ai certes eu des touches avec des clubs algériens, mais il n'y a encore rien de concret. Je tiens à préciser que je n'ai eu aucun contact avec un club du Golfe». Le NC Magra compte un match en retard à disputer à domicile le dimanche 19 janvier face au Paradou AC (14h30), en mise à jour de la 12e journée.

LIGUE 2 (8^E JOURNÉE / MISE À JOUR) : La JSMB domine le MOB (3-2)

Le derby de la Soummam, disputé lundi au stade de l'Unité Maghrébine (Béjaïa) a tourné à l'avantage de la JSMB qui a dominé le MOB 3-2 (mi-temps : 2-0) dans le cadre de la mise à jour de la 8e journée de Ligue 2 algérienne de football.

C'est le milieu de terrain Ahmida Zenasni qui a ouvert le score pour la JSM Béjaïa (14e), avant que son coéquipier Fouad Ghanem ne corse l'addition, en s'offrant un doublé aux 39e et 73e minutes, dont le premier sur penalty.

Quoique, le MO Béjaïa avait réussi à réduire le score entre-temps par Messaoud Gharbi à la 67e minute, avant que Kamal Allam ne relance complètement la partie à dix minutes de la fin, en ajoutant un deuxième (81e).

Mais ce réveil des «Crabes» a été tardif et les visiteurs ont pu préserver leur acquis jusqu'au coup de sifflet final.

Outre le prestige de remporter ce derby, la JSMB peut se targuer d'avoir réussi une très bonne opération dans la course au maintien.

Certes, malgré cette importante victoire, les «Vert et Rouge» restent à une inconfortable position de premiers relégables avec 14 points au compteur, mais ont tout de même réussi à revenir à seulement deux unités de leur adversaire du jour, premier club non relégable et qui a raté l'occasion de s'éloigner de la zone rouge.

Lundi, 13 janvier 2020 :

MO Béjaïa - JSM Béjaïa 2-3

Joués le 12 octobre 2019 :

Olympique Médéa - RC Relizane 2-2

RC Arbaâ - WA Tlemcen 2-1

USM El Harrach - ASM Oran 0-0

JSM Skikda - MC Saïda 3-1

USM Annaba - Amel Boussaâda 1-0

AS Khroub - OM Arzew 1-0

DRB Tadjenanet - MC El Eulma 0-1

Classement :

	Pts	J
1). O. Médéa	31	15
2). WA Tlemcen	29	15
3). RC Relizane	27	15
→). RC Arbaâ	27	15
5). JSM Skikda	23	15
6). USM Annaba	21	15
→). MC El Eulma	21	15
8). ASM Oran	20	15
9). AS Khroub	19	15
10). OM Arzew	18	15
→). DRB Tadjenanet	18	15
12). MC Saïda	17	15
→). A. Boussaâda	17	15
14). MO Béjaïa	16	15
15). JSM Béjaïa	14	15
16). USM El Harrach	11	15

LIGUE 1 - NA HUSSEIN-DEY : Aït Djoudi débarque pour «assurer le maintien»

L'entraîneur Azzedine Aït Djoudi a trouvé un accord final avec la direction du NA Hussein-Dey (Ligue 1 algérienne de football) pour diriger la barre technique du club, en remplacement de Lakhdar Adjali, avec l'objectif d'«assurer le maintien».

«Je me suis entendu avec le président du club Mahfoud Ould Zmirli sur toutes les modalités du contrat qui sera signé dans les heures à venir.

L'objectif qui m'a été assigné est d'assurer le maintien, je vais entamer mes fonctions dans les deux prochains jours», a affirmé à l'APS Aït Djoudi.

Adjali, en poste depuis novembre dernier en remplacement d'Arezki Remane, a été limogé de son poste suite à l'élimination du Nasria en 16es minutes de finale de la Coupe d'Algérie par le RC Arbaâ de la Ligue 2 (1-0, a.p).

De son côté, Aït Djoudi rebondit rapidement après avoir mis fin en décembre dernier à son aventure avec l'AS Ain M'vila.

Il s'agit de la troisième expérience d'Aït Djoudi avec les «Sang et Or», après celles en 2012 et 2014.

Au terme de la phase aller de la compétition, le NAHD oc-



cupe provisoirement la 14e place au tableau avec 15 points, à égalité avec le premier relégable le NC Magra qui compte un match en moins. Sérieuse-

ment menacé par le spectre de la relégation, le NAHD, qui sera à partir de jeudi en stage à Chlef, entamera la seconde partie de la saison en déplacement

face à la JS Kabylie, le mercredi 5 février au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou, à l'occasion de la 16e journée.

L'Espérance de Tunis sanctionnera Anice Badri (club)

La direction de l'Espérance Sportive de Tunis a indiqué lundi soir que son joueur Anice Badri sera sanctionné règlementairement pour s'être rendu lundi en Arabie Saoudite pour s'engager avec Al Itihad Jeddah, sans l'autorisation de son club.

Le club Sang et Or précise dans un communiqué, que le comité directeur a reçu deux offres du club saoudien.

La première, d'un montant de 200.000 dollars et la deuxième de 500.000 dollars, estimant que ces

offres ne reflètent pas la valeur réelle du joueur et ne répondent pas aux demandes du club.

Anice Badri rappelle-t-on, s'était absenté du match de l'Espérance contre les Congolais de l'AS Vita, samedi dernier à Kinshasa, dans le cadre de la 4e journée de la Ligue des champions d'Afrique ainsi que de la séance d'entraînement de lundi matin en prévision du clasico en retard d'aujourd'hui face à l'Etoile sportive du Sahel comptant pour la 7e journée de la Ligue 1.



LIGUE 1 (15E JOURNÉE/MATCH EN RETARD):

Monaco-Paris-SG: les Parisiens en quête de rachat

Trois jours après avoir pris l'eau contre Monaco (3-3), le Paris SG retrouve ce soir, dans le cadre d'un match en retard de la 15e journée du championnat de France, la Principauté avec des faillites à combler, notamment en défense. Cette rencontre sera également une nou-

velle occasion pour Kylian Mbappé de tenter de combler son retard sur Wissam Ben Yedder dans la course au titre convoité de meilleur buteur de Ligue 1.

Thomas Tuchel, l'entraîneur du PSG, va devoir faire des changements en défense pour

son déplacement à Monaco qui peut redonner aux Parisiens huit points d'avance en tête du classement.

Marquinhos, Juan Bernat et Thomas Meunier, légèrement touchés, ont en effet déclaré forfait.

Sur le Rocher, Robert Mo-

reno continue d'imprimer son empreinte.

En deux matches depuis son arrivée, l'entraîneur espagnol a vite su trouver de l'efficacité, à l'image d'un Wissam Ben Yedder toujours aussi légal pour caroler en tête du classement des buteurs de L1 (14 buts).

ZAMBIE:

3 candidats en lice pour le poste de sélectionneur

Trois techniciens sont en course pour le poste de sélectionneur de la Zambie, en prévision des prochaines échéances internationales, a indiqué la fédération zambienne de football.

Les trois candidats sont: le Serbe Milutin Sredojevic «Micho», l'ancien international portugais Abel Xavier et le Belge Ivan Min-

naert, précise l'instance fédérale. La Fédération zambienne de football qui avait lancé un appel à candidatures pour le recrutement d'un nouveau sélectionneur en novembre, devrait faire son choix prochainement entre ces trois techniciens.

La sélection des Chipolopolo est dirigée actuellement par Aggrey Chiyang, après

le limogeage du belge Sven Vandebroek, devenu, en décembre, manager général du club tanzanien de Simba.

La Zambie occupe la dernière place du groupe H en éliminatoires de la CAN2021 avec un bilan de deux défaites contre respectivement l'Algérie (5-0) à Blida et le Zimbabwe (2-1) à domicile.

CAN-2021:

Le président de la CAF entame une visite de travail au Cameroun

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), Ahmad Ahmad, a entamé lundi une visite de travail de trois jours au Cameroun qui s'étalera jusqu'à aujourd'hui, a indiqué la Fédération camerounaise (FECAFOOT) sur son compte Twitter.

Le Malgache a été accueilli à

l'aéroport de Nsimalen à Yaoundé par le président de la FECAFOOT, Seidou Mbombo Njoya, avec à ses côtés l'ancien capitaine des «Lions Indomptables», Samuel Eto'o.

Cette visite entre dans le cadre de la préparation du CHAN-2020 et de la CAN-2021, deux compétitions que le Cameroun va abri-

ter. «Durant son séjour, la délégation aura d'importantes concertations et réunions avec les autorités du COCAN 20-21 à l'issue desquelles d'importantes décisions relatives à l'organisation du CHAN Cameroun-2020 et de la CAN-2021 au Cameroun seront prises», selon un communiqué du Comité d'organi-

sation des deux compétitions (COCAN).

La CAF pourrait en profiter pour dévoiler la date officielle de la prochaine CAN.

Ahmad Ahmad a récemment déclaré que la compétition ne pouvait pas se disputer en juillet.

Ce qui laisse penser que la

CAN camerounaise pourrait avoir lieu en janvier 2021.

Le communiqué du COCAN précise que la révélation des visuels (logo, mascotte, hymne) du CHAN-2020 sera faite au cours d'une soirée de gala mercredi en présence des officiels de la CAF.

PRÉSIDENTICE Le Président Tebboune rend visite au moudjahid et ancien ministre Ahmed Taleb Ibrahim...

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a rendu visite, lundi, au moudjahid et ancien ministre Ahmed Taleb Ibrahim en son domicile pour s'enquérir de son état de santé, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a rendu visite, lundi après-midi 13 janvier, au moudjahid et ancien ministre Dr Ahmed Taleb Ibrahim en son domicile pour s'enquérir de son état de santé", précise le communiqué de la Présidence de la République. Dr Ahmed Taleb Ibrahim qui "s'est dit profondément ému par cette visite, a remercié le Président de la République pour cette aimable attention, lui souhaitant plein succès pour ses efforts au service de la patrie au plan interne et pour que l'Algérie retrouve la place qui lui sied sur la scène régionale et internationale", ajoute le communiqué. Après avoir adressé au Dr Ahmed Taleb Ibrahim ses vœux de bonne santé et longue vie, le Président Tebboune l'a informé de certains aspects du changement global engagé, à commencer par la profonde révision de la Constitution, qui doit faire l'objet de la plus large entente nationale possible, poursuit la même source. A ce propos, Dr. Ahmed Taleb Ibrahim a présenté sa vision de l'avenir dans le cadre de la consolidation de l'unité nationale pour l'édification d'un front interne solide et la protection de l'identité nationale et des valeurs et constantes de la Nation", conclut le communiqué.

...et reçoit le président du parti Jil Jadid

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier à Alger, le président du parti Jil Jadid, Sofiane Djilali, indique un communiqué de la Présidence de la République. La rencontre qui s'inscrit dans le cadre des consultations lancées par le Président de la République avec des personnalités nationales, des présidents de partis et des représentants de la société civile a porté sur «la situation globale du pays et la révision de la Constitution, pour asseoir les bases de la République nouvelle qui est au centre des revendications populaires», précise la même source. Dans ce cadre, le président du parti Jil Jadid a exposé au chef de l'Etat «des points de vue et visions de son parti et présenté des propositions pour renforcer la concertation et le dialogue initiés par le Président de la République, en application de ses engagements électoraux, réaffirmés juste après sa prestation de serments», conclut le communiqué de la Présidence.

Conférence internationale sur la Libye Le Président Tebboune dimanche à Berlin

Le gouvernement allemand a annoncé hier la tenue dimanche prochain d'une conférence internationale sur la Libye sous l'égide de l'ONU pour soutenir "les efforts de réconciliation à l'intérieur de la Libye", pays en proie à un conflit depuis 2011.

Cette rencontre, qui se déroulera à la chancellerie allemande, verra la participation de plusieurs pays dont l'Algérie, la Russie, la Turquie, les Etats-Unis, la Chine ou encore l'Italie et la France, selon la même source. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu lundi soir un appel téléphonique de la chancellerie allemande Angela Merkel qui l'a invité à prendre part à la conférence sur la Libye et le Président a accepté cette invitation, indique un communiqué de la Présidence de la République. La conférence de Berlin intervient alors qu'un cessez-le-feu est déjà en vigueur en Libye depuis dimanche. Et lundi, les protagonistes de la crise libyenne, le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale (GNA), Fayez al-Sarraj, et le maréchal Khalifa Haftar, s'étaient déplacés à Moscou pour des négociations sur la crise dans leur pays. Des progrès ont été enregistrés dans les pourparlers à Moscou destinés à signer un projet de document relatif au cessez-le-feu déjà en vigueur en Libye, dans lequel l'Algérie à jouer un rôle central. "Un certain progrès a été obtenu", s'est félicité le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse à l'issue de négociations. Le projet d'accord appelle les



deux parties à arrêter les hostilités et à la formation d'un comité militaire pour établir un lien de communication entre les deux belligérants. Le texte appelle aussi à des mesures réciproques des deux parties pour assurer la stabilité des Tripoli et les autres villes libyennes. La Réunion de Berlin s'inscrit dans le cadre du processus engagé par l'ONU pour parvenir à une "Libye souveraine" et pour soutenir "les efforts de réconciliation à l'intérieur de la Libye" même, a indiqué le gouvernement allemand dans un communiqué. Elle aura notamment pour objectif d'aider la Libye à "régler ses problèmes sans influences étrangères" et à "réduire les interventions extérieures", d'après une source proche des discussions.

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de la chancellerie allemande Angela Merkel

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu lundi soir un appel téléphonique de la chancellerie allemande Angela Merkel, indique un communiqué de la Présidence de la République. Au cours de cet appel, Mme Merkel a invité le Président Tebboune à prendre part à la Conférence sur la Libye prévue dimanche 19 janvier à Berlin, précise le communiqué. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a accepté cette invitation pour participer à cette Conférence, conclut la même source.

AIDES HUMANITAIRES ALGÉRIENNES AU PEUPLE LIBYEN : Le Croissant-Rouge libyen adresse ses remerciements au Président de la République

Le Croissant-Rouge libyen a adressé ses remerciements et exprimé sa gratitude au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour les aides humanitaires envoyées par l'Algérie au peuple libyen. Plus de cent (100) tonnes d'aides humanitaires ont été acheminées dernièrement vers la Libye sur instruction du Président de la République, avec la participation de l'Armée nationale populaire (ANP). Après avoir précisé que cet élan de solidarité, sous

l'égide du Président Tebboune, avait eu un «grand retentissement», le Secrétaire général du Croissant-Rouge libyen, Marie Al-Dressi, a souligné que la convention de partenariat et de coopération en matière humanitaire signée entre le Croissant-Rouge algérien et son homologue libyen contribuera à «la promotion des relations entre les deux organisations humanitaires au service de la préservation de la dignité et de l'unité

des deux peuples frères». Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a signé, lundi, avec le Croissant-Rouge libyen une convention de partenariat visant à relancer les mécanismes d'appui à la coopération entre les deux associations humanitaires. Le CRA a acheminé le jour même vers la Libye des aides humanitaires constituées de denrées alimentaires, de médicaments et de couvertures.

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a signé, lundi, avec le Croissant-Rouge libyen une convention de partenariat visant à relancer les mécanismes d'appui à la coopération entre les deux associations humanitaires. Le CRA a acheminé le jour même vers la Libye des aides humanitaires constituées de denrées alimentaires, de médicaments et de couvertures.

ALGÉRIE-ARGENTINE M. Abdelaziz Benali Chérif, nouvel ambassadeur d'Algérie en Argentine

Le gouvernement argentin a donné son agrément à la nomination de M. Abdelaziz Benali Chérif, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République d'Argentine, a indiqué hier le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

ALGÉRIE-BELGIQUE Le ministre des Moudjahidine examine avec l'ambassadeur de Belgique le renforcement de la coopération bilatérale

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni a reçu, lundi à Alger, l'ambassadeur du Royaume de Belgique, Pierre Gillon, avec lequel, il a examiné le renforcement de la coopération, notamment en matière de préservation de la mémoire collective à travers l'échange d'expertises, a indiqué un communiqué du ministère.

Au début de l'entretien, le diplomate belge s'est félicité «des relations historiques communes, illustrées par le militantisme de Belges amis de la Révolution algérienne contre le colonialisme, à l'instar du regretté Serge Moureaux, disparu récemment», a précisé le communiqué. Témoignant son «respect et sa considération pour la Révolution algérienne, exemple de lutte et de sacrifice», M. Gillon a salué «les bonnes relations entre les deux pays amis et leurs positions sur les questions d'intérêt commun».

Pour sa part, M. Zitouni a donné «un aperçu sur les missions dévolues à son secteur, notamment dans les volets historique et culturel», soulignant

«l'attachement de l'Etat algérien à la consécration de la mémoire collective et des valeurs historiques pour leur transmission aux générations montantes à travers l'écriture de l'histoire et la protection des symboles de la Révolution algérienne et ses hauts faits», a ajouté la même source.

La rencontre a permis aux deux responsables d'affirmer «l'attachement» des deux pays à consolider et élargir leurs relations dans le domaine de la sauvegarde de la mémoire à travers l'échange d'expertises, en sus de l'organisation des visites pour tirer profit des expériences mutuelles, notamment en matière de patrimoine culturel et historique, qui est au cœur des préoccupations du secteur des Moudjahidine.

A la fin de cette audience à sa demande, le diplomate belge a affirmé «sa disposition à poursuivre les efforts consentis pour le renforcement des relations bilatérales dans les différents domaines et leur poursuite au mieux des intérêts des deux pays et peuples», a conclu la même source.

SAHARA OCCIDENTAL: Le Président Ghali nomme Bouchraya Hamoudi Beyoun Premier ministre

Le président de la République sahraouie, M. Brahim Ghali, a nommé lundi, le membre du secrétariat national du Front Polisario, M. Bouchraya Hamoudi Beyoun, Premier ministre succédant ainsi à M. Mohamed El-Ouali Akeik, selon un communiqué de la présidence sahraouie. Dans un communiqué publié par la République arabe sahraouie démocratique, selon l'agence de presse sahraouie SPS, «Bahim Ghali, président de la République, a reçu, le lundi 13 janvier 2020, au siège de la présidence de la République, le membre du Secrétariat national du Front Polisario, Mohamed El-Ouali Akeik, qui l'a remercié de ses efforts et son dévouement à l'exercice de ses fonctions pendant son mandat de Premier ministre de la République arabe sahraouie démocrati-

que. Il a mis fin à ses fonctions conformément au texte de l'article 53 de la RASD». Selon le même texte constitutionnel, ajoute SPS, le Président Ghali a reçu le même jour le membre du secrétariat national du Front et ministre de l'éducation, Bouchraya Hamoudi Beyoun et l'a nommé Premier ministre et a chargé de former son équipe gouvernementale conformément à l'article 64 de la Constitution». Bouchraya Hamoudi Beyoun, nommé par le Président Ghali au poste de Premier ministre et chargé de former le gouvernement, a assumé plusieurs responsabilités et occupé plusieurs postes, notamment auprès du gouvernorat de Smara, ministre de l'Education, ambassadeur en Algérie et représentant du Front Polisario en Espagne.